

RAPPORT SPÉCIAL

Mission conjointe d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire au Niger

20 janvier 2011



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, ROME



PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL, ROME

Le présent rapport a été établi par Jean Senahoun, Cheikh Ibrahima Ndiaye, Abdoul Malick Haido, Oua Saidou pour la FAO et Lawan Tahirou, Koffi Akakpo et Bouabacar Idrissa Kountche pour le PAM, sous la responsabilité des secrétariats de la FAO et du PAM à partir d'informations officielles et officieuses. Ont également contribué Abdallah Samba et Issaka Lona (CILSS/Agrhymet) et Yacouba Hama Abdou (FewsNet). La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant.

*Shukri Ahmed
Économiste principal, EST/SMIAR
Télécopie : 0039-06-5705-4495
Mél: giew1@fao.org*

*Thomas Yanga
Directeur régional, Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest
Télécopie: 00221-33-842-35-62
Mél: thomas.yanga@wfp.org*

Veillez noter que le présent rapport spécial peut être obtenu sur l'Internet dans le site Web de la FAO aux adresses URL ci-après: www.fao.org <http://www.fao.org/giew1> et <http://www.wfp.org/food-security/reports/CFSAM>

Les alertes spéciales et les rapports spéciaux peuvent aussi être reçus automatiquement par courrier électronique dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un courrier électronique à la liste électronique de la FAO à l'adresse suivante : mailserv@mailserv.fao.org sans remplir la rubrique sujet, avec le message ci-après :

subscribe SMIARAlertes-L

Pour être rayé de la liste, envoyer le message :

unsubscribe SMIARAlertes-L

Veillez noter qu'il est maintenant possible de souscrire à des listes de distribution régionales pour recevoir les alertes spéciales et les rapports spéciaux de certaines régions uniquement : Afrique, Asie, Europe ou Amérique latine (SMIARAlertesAfrique-L, SMIARAlertesAsie-L, SMIARAlertesEurope-L et SMIARAlertesAL-L). Pour souscrire à ces listes, veuillez procéder de la même façon que pour la liste de distribution au niveau mondial.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
Faits saillants	4
1. <u>VUE D'ENSEMBLE</u>	4
2. <u>CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE</u>	6
2.1 Population et situation macro-économique	6
2.2 Secteur agricole	7
3. <u>RAPPEL: LA CRISE ALIMENTAIRE ET PASTORALE DE 2009/10</u>	8
3.1 Campagne agricole 2009/10.....	8
3.2 Campagne pastorale 2009/10	9
3.3 Mesures prises.....	11
4. <u>PRODUCTION ALIMENTAIRE EN 2010/11</u>	11
4.1 Conditions agro-climatiques	11
4.2 Impact de la crise 2009/10 sur la campagne agricole	16
4.3 Estimation de la production	17
5. <u>SITUATION PASTORALE 2010/11</u>	19
5.1 Développement des pâturages et points d'eau	19
5.2 Bilans fourragers.....	20
5.3 Perspectives	23
6. <u>CONTEXTE RÉGIONAL</u>	23
7. <u>MARCHÉS ET PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES</u>	23
8. <u>BILAN DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DE CÉRÉALES POUR 2010/11</u>	24
9. <u>SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE</u>	25
9.1 Impact de la crise de 2009/10 sur la sécurité alimentaire des ménages.....	25
9.2 Gestion de la crise par différents groupes de population et stratégies adoptées	29
9.3 Situation nutritionnelle.....	30
9.4 Les interventions mises en œuvre	30
9.4.1 Le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (DNPGCA) .	30
9.4.2 Sur le plan alimentaire	31
9.4.3 Sur le plan nutritionnel	31
9.4.4 Sur le plan non alimentaire	32
10. <u>PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS</u>	32
ANNEXE 1 SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS DE TERRAIN DANS CERTAINES RÉGIONS	34

Faits saillants

- Malgré les inondations survenues en certains endroits aux mois de juillet et août, les précipitations ont été adéquates dans l'ensemble et ont permis le déroulement normal du cycle des cultures dans la plupart des départements. Les distributions d'intrants effectuées ont également amélioré les disponibilités auprès des ménages et permis un bon démarrage de la campagne agricole.
- La production céréalière brute est estimée à plus de 5,6 millions de tonnes (y compris les prévisions de récolte pour les cultures de contre-saison), ce qui représente un accroissement de 60 pourcent par rapport à la campagne 2009, et dépasse la moyenne des 5 dernières années. La production de niébé, principale culture de rente, est estimée à 1,9 million de tonnes contre 787 472 tonnes en 2009 et 1,5 millions de tonnes en 2008, établissant un nouveau record. Sur cette base, le pays disposera en 2010/11 d'un surplus céréalier considérable qui lui permettra de reconstituer les stocks, épuisés suite à la crise de 2009/10.
- Hormis quelques cas isolés, les pâturages ont bien récupéré suite à un bon développement phénologique des différentes espèces fourragères, et les points d'eau sont remplis.
- La bonne production céréalière, combinée aux perspectives favorables de récolte dans les pays voisins, notamment au Nigeria, au Burkina-Faso, au Mali et au Tchad laisse présager une situation satisfaisante du disponible alimentaire pendant la campagne de commercialisation 2010/11.
- Cette situation globalement favorable survient cependant après une année particulièrement difficile. En 2009, des pluies tardives et des épisodes prolongés de sécheresse ont sérieusement compromis la production agricole et entraîné une forte dégradation des pâturages dans les zones pastorales et agro-pastorales du pays. La production de céréales avait baissé de 30 pour cent par rapport à l'année précédente tandis que la production de biomasse dans les zones pastorales était inférieure de 62 pour cent aux besoins nationaux.
- La mission conjointe a établi que la crise alimentaire de 2009/10 a eu un impact grave sur les différents groupes pastoraux, agro-pastoraux et des zones agricoles à haute intensité de population. Elle s'est traduite à des degrés divers par une chute des revenus, une perte importante d'animaux et d'autres biens, un niveau élevé d'endettement des ménages, et une détérioration de la situation nutritionnelle.
- Malgré les interventions du Gouvernement du Niger et de divers partenaires, les taux de malnutrition aiguë demeurent à un niveau extrêmement préoccupant de plus de 15 pourcent, dépassant encore 17 pourcent en octobre-novembre 2010 dans les régions de Agadez et Zinder, selon la dernière enquête nutritionnelle réalisée dans le pays. Les multiples raisons de la malnutrition sont liées aux pratiques de soins et d'accès aux services de santé, mais découlent en majeure partie des faibles revenus des populations concernées.
- La mission estime qu'il est urgent de renforcer le pouvoir d'achat des ménages et leur accès à un disponible céréalier national considérable à travers un appui à la reconstitution du cheptel, aux activités agricoles de contre-saison et d'autres activités génératrices de revenu. Un soutien doit être apporté à la commercialisation des produits agricoles à travers la reconstitution des banques céréalières, la reconstitution du stock national de sécurité et des achats humanitaires si possible. Il est également essentiel de continuer l'appui aux centres de récupération nutritionnelle.

1. VUE D'ENSEMBLE

Le Niger a été frappé en 2009/10, comme il y a cinq ans, par une crise alimentaire grave qui a non seulement entraîné une chute dramatique des productions agricole et pastorale, mais aussi la perte de biens, d'animaux et d'autres formes d'épargne, une chute des revenus et un fort endettement des ménages. Les conséquences sur l'état de santé et de nutrition de la population, en particulier des enfants de moins de cinq ans, ont été sérieuses. Les taux de malnutrition en général et de malnutrition aiguë sévère en particulier ont atteint –et demeurent– à des niveaux très élevés, aussi bien en milieu rural qu'urbain. En juin 2010, 17 pour cent des enfants du pays souffraient de malnutrition aiguë globale (MAG). Ce chiffre représentait une augmentation de 36 pour cent par rapport à l'année précédente.

C'est dans ce contexte que le Gouvernement du Niger, la FAO, le PAM, le CILSS et le FEWS Net ont convenu cette année de mener conjointement une évaluation approfondie de la campagne agricole et pastorale et de la situation alimentaire. En effet, les séquelles de la crise de 2009/10, en particulier les pertes d'animaux et le niveau d'endettement des ménages, sont telles que même avec une campagne 2010

satisfaisante, il ne fait aucun doute que beaucoup de ménages nigériens se trouveront en situation d'insécurité alimentaire dans des délais allant pour certains de trois à six mois après la récolte. Il est donc important de se doter d'une bonne compréhension de la situation et des perspectives actuelles, et de concevoir, préparer et mettre en œuvre des interventions génératrices de nourriture et de revenus, pour permettre aux populations d'avoir, au cours de 2010/11, accès aux produits alimentaires produits cette année, et dont une bonne partie a déjà été commercialisée.

La mission conjointe FAO/PAM/CILSS/FEWS NET a visité le pays du 18 octobre au 6 novembre 2010. Durant la première semaine, les experts et représentants de la FAO, du PAM, du CILSS-AGRHYMET et de FEWS NET en collaboration avec les responsables des ministères, ont adopté le programme de travail de la mission et ont tenu des séances de travail avec les services nationaux intervenant dans le suivi de la campagne agricole, la prévision des récoltes et la sécurité alimentaire. Une rencontre a été organisée avec le Groupe de travail pluridisciplinaire (GTP) à laquelle ont assisté les représentants de la Direction de la protection des végétaux (DPV), la Direction des cultures vivrières (DCV), la Météorologie nationale, le Système d'alerte précoce (SAP), le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (DNP-GCA), les Systèmes d'information de marchés de bétail (SIM Bétail) et de marchés agricoles (SIM), la Direction des statistiques agricoles et la Direction des Ressources en Eau. La Mission a bénéficié de l'appui de toutes les directions centrales et régionales du Ministère de l'agriculture et de l'élevage ainsi que l'appui des autres services et ministères sollicités.

La Mission s'est constituée en trois groupes et a pu visiter six des sept régions du pays à savoir Dosso, Maradi, Tahoua, Tillabéry, Zinder et Diffa, du 27 octobre au 3^{er} novembre. Seule la région d'Agadez n'a pu être visitée par la mission. L'approche utilisée a permis de collecter des informations aux niveaux régional, départemental, village et ménage. À chaque étape sur le terrain, prenant comme toile de fond l'évaluation de la campagne agricole et pastorale 2010, la mission a mis l'accent sur divers aspects liés à la situation alimentaire et nutritionnelle des populations à travers des séances de travail avec les Comités régionaux et sous-régionaux de prévention et de gestion des crises alimentaires, ainsi que de nombreuses interviews sur le mode '*focus group*' aux niveaux village, campement et ménage. Ceci afin de comprendre l'impact de la crise alimentaire de 2009/10, les stratégies de gestion de crise et de survie mises en œuvre, l'impact sur les superficies emblavées en 2010 et sur la production disponible pour la consommation alimentaire, en tenant compte de l'endettement contracté, les perspectives alimentaires au niveau des ménages, etc.

Les équipes ont visité des champs pour constater l'état des cultures et de pâturages, s'entretenir avec les agriculteurs/éleveurs des conditions de production, des rendements attendus et de leurs stratégies d'adaptation. Elles ont également visité les marchés pour observer l'évolution des prix des principales denrées alimentaires, particulièrement des céréales ainsi que du bétail. Finalement, la mission a visité plusieurs Centres de récupération et de nutrition, eu des entretiens avec leurs responsables, et organisé plusieurs discussions en mode de '*focus group*' avec des petits groupes de femmes ayant amené des enfants, surtout en état de malnutrition aiguë sévère. Ces visites avaient pour but de mieux comprendre le niveau actuel de la malnutrition, l'évolution des admissions, de la prévalence de malnutrition ces derniers mois, et les causes principales de cette malnutrition.

Les résultats préliminaires de la Mission ont été présentés le 5 novembre au PAM, à la FAO et au Comité restreint de concertation Etat – donateurs (CRC), placé sous la présidence de la Primature et composé des membres du DNP-GCA et des principaux donateurs. L'analyse des informations recueillies par la Mission fait ressortir que:

La campagne agricole et pastorale 2010/11 est bonne, dans l'ensemble. En dépit des inondations qui ont affecté plusieurs régions en juillet et août, les précipitations ont été adéquates dans l'ensemble et ont permis le déroulement normal du cycle des cultures céréalières dans la plupart des départements. En outre, l'assistance alimentaire et non alimentaire de l'état et des partenaires a été efficace et permis de limiter l'impact de la crise alimentaire sur les disponibilités en semences. Hormis quelques cas isolés, les pâturages ont bien récupéré suite à un bon développement phénologique des différentes espèces fourragères, et les points d'eau sont remplis. Cependant, beaucoup de cas de feux de brousse sont déjà signalés. Par exemple, près de 28 000 ha de pâturages ont été détruits dans la région de Maradi pendant les 2 dernières semaines d'octobre.

Sur la base des chiffres de production provisoires, le pays disposera en 2010/11 d'un surplus céréalier prévisionnel, hors importations commerciales, de plus de 1 million de tonnes. Une partie de cet excédent servira à reconstituer les stocks, épuisés suite à la baisse de la production en 2009. Une autre partie pourrait également être exportée vers les régions déficitaires du Bénin voisin. Les importations commerciales prévues de blé et de riz, produits pour lesquels le pays présente un déficit structurel, couvriront les besoins estimés.

Cependant, la crise alimentaire de 2009/10 a eu un impact grave sur les différents groupes pastoraux, agro-pastoraux et des zones agricoles. Parmi ces groupes, la crise s'est traduite à des degrés divers par une chute des revenus, une perte importante d'animaux et d'autres biens, un niveau élevé d'endettement des ménages, et une détérioration de la situation nutritionnelle. Par exemple, les éleveurs de Diffa comparent unanimement la crise de cette année à celle de 1973. Ailleurs la crise (surtout pastorale) a été aussi sévère que celle de 1984/85. Malgré les interventions du Gouvernement du Niger et de divers partenaires, les taux de malnutrition aiguë demeurent à un niveau extrêmement préoccupant supérieur à 15 pourcent, dépassant encore 17 pourcent en octobre-novembre 2010 dans les régions d'Agadez et de Zinder, selon la dernière enquête nutritionnelle réalisée dans le pays.

Bien que la campagne agricole 2010/11 ait été bonne en général, à l'exception des zones à déficit chronique ou des poches ayant été affecté par un déficit pluviométrique, des inondations ou des attaques acridiennes localisées, une assistance alimentaire et non alimentaire reste nécessaire afin de reconstituer la capacité de résilience des populations affectées pour leur permettre d'assurer de façon autonome leur accès à l'alimentation. Cette assistance doit intervenir dès que possible afin d'éviter les facteurs négatifs pouvant encore davantage affaiblir leurs moyens de subsistance après que leurs stocks alimentaires propres ont été épuisés. Les interventions devraient mettre l'accent sur les facteurs contribuant à améliorer la commercialisation des produits agricoles et l'accès des populations aux disponibilités alimentaires.

2. CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE

2.1 Population et situation macro-économique

Le taux de fertilité du Niger est l'un des plus élevés en Afrique au sud du Sahara, avec plus de 7 enfants par femme. Par conséquent la population croît à un rythme annuel de 3,5 pour cent et atteindra 15, 8 millions d'habitants en 2010 selon les estimations des Nations Unies. Il s'agit d'une population jeune (50 pour cent de la population a moins de 15 ans en 2010) et surtout rurale (les villes concentrent seulement 17 pour cent de la population en 2010). La densité de population de 12 personnes au km² est faible. Cependant, avec une répartition inégale sur le territoire, certaines zones étant pratiquement vides et d'autres au contraire connaissant des phénomènes de saturation foncière. La forte croissance démographique met à mal les infrastructures sociales – services de santé et de l'éducation notamment- et contribue à la désertification, particulièrement pendant les périodes de sécheresse prononcée.

En 2010, le Niger a été classé 167ème sur 169 pays du point de vue de l'Index de développement humain du PNUD; le pays est particulièrement défavorisé, même par rapport à la moyenne des pays d'Afrique au sud du Sahara. Le Produit national brut (PIB) est fortement variable, reposant en grande partie sur un secteur agricole dépendant des aléas climatiques¹. Après avoir accusé un recul d'environ 0,6 pour cent en 2004, le PIB du Niger a rebondi de 7,4 pourcent en 2005 et progressé à un rythme annuel de 5,9 pour cent pendant la période de 2006-08 avant de connaître une nouvelle contraction de 1,2 pourcent en 2009 suite à la mauvaise production agricole enregistrée cette année.

Le secteur agricole, qui emploie plus de 80 pour cent de la population, génère 42 pour cent du PIB et contribue en moyenne à 30 pour cent aux recettes d'exportation. L'uranium reste cependant la première source de devises, avec 50 pour cent de la valeur des exportations. La forte dépendance de l'économie nigérienne de l'agriculture et de l'uranium la rend particulièrement vulnérable à des chocs exogènes tels que la sécheresse, l'invasion acridienne et les variations néfastes des prix internationaux. Le pays est souvent soumis à des déficits pluviométriques préjudiciables aux cultures et à l'élevage et qui, combinés à la pression démographique croissante, accélèrent la désertification.

La balance des comptes courants du Niger est structurellement déficitaire. Le déficit est estimé à quelque 1198 millions de Dollars EU en 2009, soit près de 23 pour cent du PIB, ratio qui devrait s'élever à près de 25 pour cent du PIB en 2010. Ce déficit a plus que triplé depuis 2006/07, reflétant surtout l'augmentation du déficit de la balance des services et des biens capitaux. Le déficit devrait continuer à s'élargir les prochaines années en raison des investissements prévus dans les secteurs miniers et pétroliers. Le pays doit aussi importer de grandes quantités de produits de première nécessité, surtout les denrées alimentaires estimées à 103 milliards de francs CFA (218 millions de Dollars EU) en 2009, soit le sixième de la valeur des importations. La France, les Etats-Unis, le Nigeria, la Chine et la Côte d'Ivoire sont les principaux partenaires

¹ Sur les quarante dernières années, la période la plus prospère remonte au 'boom de l'uranium' de 1976-1980, qui correspondait aussi à une série d'années à pluviométrie relativement abondante.

commerciaux du Niger. Ses conditions d'enclavement augmentent les coûts de transport qui se répercutent sur les prix des produits importés, aggravant ainsi le déficit des comptes courants.

Les réserves de change ont fluctué considérablement par le passé, reflétant les variations des revenus d'exportations et des dons. Néanmoins, la situation des réserves de change s'est améliorée nettement depuis 2000, passant d'une moyenne de 67 millions de dollars en 1997/2001 à 581 millions de dollars en 2006/09. Cette amélioration traduit l'engagement du gouvernement à la stabilité macroéconomique. La gestion des réserves de change est facilitée par l'appartenance du Niger à l'UEMOA.

Le Niger a achevé de façon satisfaisante en 2004 son premier programme de réduction de la pauvreté et d'appui à la croissance arrêté avec le FMI et la Banque mondiale dans le cadre de l'Initiative des pays très pauvres et très endettés. Ceci a permis au pays de bénéficier d'une réduction de dette de près de 1,2 milliards de dollars. Le ratio de la dette publique passe alors de 76 pour cent du PIB en 2004 à 26 pour cent en 2006. Un second programme a été signé en 2005. La politique économique du gouvernement est fondée sur le Document de stratégie de réduction de la pauvreté publié en janvier 2002 avec, comme objectifs principaux, la création d'un environnement favorable à la croissance, le développement des secteurs productifs, notamment dans les zones rurales; l'amélioration de l'accès des plus démunis aux services sociaux de bonne qualité; le renforcement des capacités humaines et institutionnelles du pays, la promotion de la bonne gouvernance et de la décentralisation. Des efforts importants sont également consentis pour la diversification de certains secteurs de l'économie.

2.2 Secteur agricole

Le secteur de l'agriculture et de l'élevage constitue la base de l'économie nationale au Niger. Les activités agricoles et pastorales sont pratiquées dans 4 grandes zones agro-écologiquement distinctes mais complémentaires en raison de la large mobilité des agro-pasteurs à travers le territoire:

- La zone semi-désertique au nord du pays;
- La zone pastorale sub-saharienne au centre du pays;
- La zone sahélienne à prédominance agro-pastorale au centre sud, recevant entre 200 et 500 mm de pluie par an et dominée par une végétation à base d'acacias;
- La zone sahélo-soudanienne à vocation agricole plus marquée au sud du pays où il pleut entre 600 à 800 mm par an.

Les systèmes de production sont dominés par l'association agriculture-élevage. L'agriculture est essentiellement pluviale avec à peine 2 pour cent des superficies cultivées qui bénéficient de l'irrigation à partir du fleuve Niger. L'activité agricole se fait sur des exploitations familiales de subsistance de taille réduite pratiquant principalement les cultures vivrières (mil, sorgho, niébé et manioc). Le riz et quelques autres cultures de rente comme le maïs, le coton et l'arachide sont également pratiqués. La culture du riz connaît actuellement une progression marquée grâce au développement récent des aménagements hydro-agricoles. L'élevage bovin, ovin, caprin et camelin constitue une activité importante en milieu rural, plus particulièrement dans les vastes étendus du nord du pays, et occupe le deuxième poste des exportations. Le Nigeria est l'un des principaux clients pour le bétail du Niger et entre ces deux pays il existe des flux importants d'animaux et de céréales pour couvrir une partie des besoins de consommation de leurs populations respectives.

Ainsi, le secteur agricole est fortement marqué par son caractère vivrier. Sur une superficie totale cultivée en 2009 d'environ 14 millions d'hectares, le mil occupe 46 pour cent des emblavures, le sorgho 18 pour cent et le niébé 29 pour cent, avec peu de variation de ces pourcentages sur les cinq dernières années. L'autre caractéristique de l'agriculture au Niger est sa forte dépendance vis-à-vis du régime des précipitations dont les fluctuations annuelles et saisonnières expliquent largement la faiblesse des rendements et les fortes variations observées au niveau de la production agricole nationale. Pour une bonne année comme 2008, les rendements moyens des principales cultures se situent autour de 496 kg/ha pour le mil, 351 kg/ha pour le sorgho, 238 kg/ha pour le niébé et 456 kg/ha pour l'arachide.

Etant données la forte croissance démographique (3,5 pour cent par an) et la progression insuffisante de la production agricole, le Niger qui était autosuffisant en denrées alimentaires et même exportateur de céréales jusqu'à la fin des années soixante, est devenu déficitaire. Actuellement, pour couvrir ses besoins alimentaires, le pays doit recourir aux importations à hauteur de 10 à 40 pour cent selon les années pour combler une bonne partie du déficit, le reste étant couvert par l'aide alimentaire.

Le secteur agricole du Niger doit actuellement faire face à de nombreux défis dont les plus importants sont l'augmentation des risques d'aléas climatiques exceptionnels liés aux changements climatiques, la dégradation de la fertilité des terres cultivées et des parcours, la diminution de la capacité de charge des zones de pâturage liée à l'augmentation des effectifs de bétail, et la pression démographique galopante qui non seulement affecte l'exploitation abusive des ressources naturelles mais aussi exacerbe le déficit alimentaire devenu structurel. Sans des interventions soutenues et s'inscrivant dans le long terme et dans une approche de gestion des risques de catastrophes, le déficit alimentaire ne peut que s'aggraver. En effet, les statistiques agricoles du pays montrent que les superficies des terres agricoles du Niger sont passées de 11,5 millions d'hectares en 1999 à 14 millions d'hectares en 2009 soit une augmentation de 250 000 ha chaque année. Pendant cette période, les niveaux de rendements des principales cultures, et donc la production agricole, ne se sont pas améliorés. L'extension des superficies cultivées s'est donc faite essentiellement aux dépens des terres marginales qui autrefois étaient laissées en jachère ou servaient comme terrains de parcours.

Par ailleurs, des changements importants du régime pluviométrique ont eu lieu depuis les années 1970 dans l'ensemble du Sahel. Ils se sont traduits notamment par une plus grande irrégularité de la distribution saisonnière des précipitations avec des épisodes fréquents de sécheresse et d'inondations. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, le continent africain apparaît comme « l'un des plus vulnérables au changement et à la variabilité climatiques, cette situation s'exacerbant sous l'effet d'une faible capacité d'adaptation des États et d'une forte interaction entre de multiples pressions exercées à différents niveaux ».

3. RAPPEL: LA CRISE ALIMENTAIRE ET PASTORALE DE 2009/10

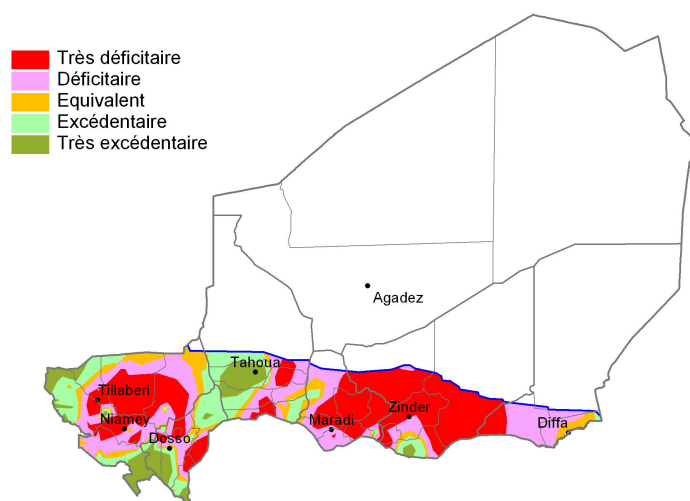
3.1 Campagne agricole 2009/2010

Dans le cadre de la préparation de la campagne agricole 2009/2010, des quantités importantes d'intrants agricoles ont été mobilisées par l'Etat et les partenaires au développement. Ces intrants sont composés de 2 397 tonnes de semences (mil, sorgho et niébé), de 27 707,8 tonnes d'engrais, de 290 510 sachets de fongicides pesticides et de 115 000 litres de produits de pesticides ainsi que divers équipements pour la protection des végétaux (1500 appareils ULV, 150 appareils motorisés et 1 lot d'équipements de protection) et des unités de cultures mécanisées (tracteurs).

Sur le plan pluviométrique, les premières pluies utiles de cette campagne sont tombées au cours de la 1^{ère} décennie du mois de mai 2009. La pluviométrie est restée faible en juillet, provoquant ainsi le ralentissement de l'évolution croissante du cumul pluviométrique qui, à partir de la 2^{ème} décennie, a commencé à accusé un déficit par rapport à la normale. En août, les pluies ont repris avec d'importantes quantités enregistrées sur la majeure partie du pays et cela jusqu'à la 2^{ème} décennie du mois. Des arrêts brusques de pluies au cours de la 3^{ème} décennie du mois sont survenus par la suite dans de nombreuses localités particulièrement dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder.

A partir de la 2^{ème} décennie du mois de septembre, les activités pluvio-orageuses se sont également affaiblies dans les régions ouest du pays (Dosso et Tillabéri). Le cumul pluviométrique saisonnier au 30 septembre 2009, oscille entre 300 et 880 mm dans les régions les plus arrosées du pays. Comparé à la campagne d'hivernage de 2008 et à la moyenne 1971 – 2000, le cumul saisonnier est déficitaire sur la majeure partie du pays comme le montre la figure 1 ci-dessous.

Figure 1 : Cumul pluviométrique saisonnier 2009 comparé à la moyenne 1971 – 2000



Source: Direction de la météorologie nationale (DMN)

Les semis ont démarré à partir de la 1^{ère} décade du mois de mai et se sont poursuivis timidement jusqu'à la 1^{ère} décade de juin et de manière définitive à partir de la 2^{ème} décade. Toutefois, à la 3^{ème} décade de juillet, 326 villages n'avaient pas encore semés. Les faibles précipitations enregistrées depuis l'installation des cultures à la fin juillet ont occasionné des stress sur les cultures. Les poches de stress les plus marquées sont situées au nord des régions de Tillabéri et Zinder ainsi que dans certaines zones des régions de Tahoua et Diffa.

Cette mauvaise pluviométrie a eu pour conséquence une baisse significative de la production agricole en 2009/2010. Les céréales qui constituent la base de l'alimentation de la population ont baissé de 31 pour cent. Les enquêtes menées en avril avaient montré que l'insécurité alimentaire sévère et modérée a affecté 47,7 pour cent de la population, soit 7,1 millions de personnes tandis que la malnutrition aiguë avait atteint 16,7 pour cent, dépassant le seuil critique d'urgence (15 pour cent).

3.2 Campagne pastorale 2009/2010

En 2009, la campagne pastorale a été marquée par une pluviométrie non seulement erratique mais aussi de très faible intensité. Sur le plan pastoral, les principales conséquences ont été:

- la non germination ou le flétrissement des jeunes pousses,
- des mouvements inhabituels des éleveurs et leurs troupeaux (mouvements dans toutes les directions)
- le retour vers le sud de certains troupeaux en raison du dessèchement des jeunes pousses et de l'assèchement des mares.

Cette campagne s'est soldée par un déficit dans la plus grande partie de la région sahélienne, notamment dans sa partie pastorale. Au Niger, l'évaluation de la phytomasse faite en novembre 2009 a révélé un déficit théorique de 16 137 329 tonnes de matières sèches au plan national. Ce déficit faisait apparaître une disparité inter et intra régionale avec des degrés de sévérité prononcés variant de -115 566 TMS à Niamey, - 3 629 642 TMS à Tillabéri et - 3 670 019 TMS à Zinder. Au total, ce déficit représente 67 pour cent des besoins globaux en UBT².

Dès la publication des résultats de cette campagne, un plan d'urgence a été élaboré par la Direction du développement pastoral afin d'en réduire les effets. Le plan d'urgence comprend les points suivants:

² UBT : Unité de bétail tropical

- le démarrage précoce de la vaccination du cheptel dans les régions de Diffa et de Tillabéri (parmi les plus touchées par le déficit) afin de permettre aux éleveurs qui désirent partir en transhumance extra territoriale de disposer de papiers nécessaires à cette fin;
- la prise de contact au plus haut niveau avec les autorités des pays de la sous-région pour définir les modalités d'accueil des éleveurs transhumants nigériens;
- l'ouverture des bandes de pare-feux dans les zones fournies en pâturages;
- la sensibilisation des éleveurs pour les convaincre à rejoindre les zones les plus pourvues en pâturage, à partir en transhumance extraterritoriale et à déstocker les animaux en fin de carrière pour acheter les aliments bétail;
- la réhabilitation et/ou fonçage de points d'eau dans les zones pourvues en pâturage mais qui ne sont pas équipés;
- l'élaboration des requêtes à l'intention des partenaires techniques et financiers pour l'achat d'aliments bétail et participer au déstockage du cheptel en achetant les animaux afin d'éviter les pertes sèches aux éleveurs d'une part, et de participer à la lutte contre la malnutrition en mettant à la disposition des centres de récupération de la viande séchée et préparée dans les conditions salubres, d'autre part.

Sur les 9 492 546 UBT concernés par ce déficit, environ 35 pour cent restent sur le territoire national, l'autre partie étant concernée par le départ en transhumance extraterritoriale. Considérant que les besoins à couvrir sont essentiellement ceux des reproductrices bovines (70 pour cent des effectifs bovins), la Direction de l'élevage a estimé les besoins urgents à couvrir pour les 10 pour cent des femelles en reproduction à 32 471 tonnes d'aliments complémentaires. Sur la base de ces besoins estimés d'aliments complémentaires, la répartition suivante a été faite: 16 235 tonnes devaient être acquies directement par achat par des éleveurs, 5000 tonnes représentaient la contribution des ONG et 10 396 tonnes devaient être fournis par l'Etat, à travers ses institutions et ses partenaires au développement.

Du fait de la situation pastorale difficile dans les pays d'accueil (insécurité, attaques à mains armées etc.), les éleveurs nigériens qui étaient auparavant partis en transhumance extraterritoriale, ou étaient en instance de le faire, se sont concentrés dans les zones pourvues en pâturage sur le territoire national. Les zones de concentration ont été la réserve de Gadabéji dans le département de Dakoro, le nord du département de Gouré (Tesker) et dans la Dilia dans la région de Diffa où, éloignées des grandes agglomérations, les animaux se sont trouvés piégés. Ainsi, au niveau de la réserve de Gadabéji (70 000 ha), plus de 150 000 têtes de bovins ont été dénombrées en même temps. En moins de deux semaines, tout le pâturage disponible était consommé. La période de soudure a ainsi commencé plus tôt, dès le mois de février

Suite à l'appel lancé par le Gouvernement nigérien pour un appui en aliments bétail, les partenaires techniques et financiers ont répondu favorablement. En dehors des mises à dispositions directes aux éleveurs, la contribution enregistrée par le Ministère de l'agriculture et de l'élevage est de plus de 18 000 tonnes d'aliments de bétail. Cependant, malgré cet apport nettement supérieur aux prévisions dans le plan de soutien révisé, des mortalités importantes d'animaux ont été enregistrées. Cette situation est imputable:

- au retard pris dans la mise en place de ces intrants ; le premier stock a été réceptionné en avril. A ce moment déjà, le stock d'aliments grossiers (paille) était déjà épuisé. En effet, l'aliment bétail doit être accompagné de fourrage.
- à l'inaccessibilité de certains animaux; dans certaines zones le transport est le facteur limitant (éloignement, dunes de sable etc.);
- à la faiblesse des animaux qui ne peuvent plus redescendre vers les zones plus clémentes.

L'analyse du déroulement de la crise fait ressortir les constats suivants :

☞ **La pénurie alimentaire a évolué pour connaître son point culminant pendant la période de soudure entre mai et juillet quand la pénurie de fourrage était généralisée. La paille de brousse faisait partout cruellement défaut pendant cette période.**

- En dehors de la couverture arborée, le sol est totalement nu comme si aucune végétation n'y a jamais poussé. Seules quelques rares touffes défoliées de *Cymbopogon schoenanthus* ou de *Panicum turgidum* constituent les seules traces permettant de reconnaître qu'on traverse une zone de pâturage;
- La disponibilité des aliments du bétail n'était ni permanente ni abondante pour atténuer la crise. Les coûts étaient très prohibitifs pour les petits éleveurs avec des prix aussi élevés que 12 000 Fcfa le sac de 50 kg soit 240 000 Fcfa la tonne.

- Le gouvernement et les partenaires au développement ont réagi à la situation en mettant en place plus de 18 000 tonnes d'aliment bétail (vente à prix modéré de 4000 Fcfa le sac de 50 kg) qui n'ont pas véritablement permis de juguler la crise.

☞ **L'état nutritionnel des animaux s'est progressivement dégradé pour devenir très critique pendant la période de soudure.**

- Les animaux étaient tous dans un état de sous alimentation très critique et étaient d'ailleurs nourris exclusivement au « piquet » à l'aide soit de la paille de brousse collectée au sud ou des aliments bétail achetés depuis les pays voisins. De nombreux animaux ont dû être abandonnés parce que ne pouvant plus se tenir sur leurs pattes.
- Des milliers d'éleveurs ayant choisi de remonter vers le nord où existent des poches avec pâturage, et qui n'ont pas su opportunément amorcer leur retour pendant que leurs animaux avaient encore assez d'énergie pour marcher, sont restés piégés au nord à plusieurs centaines de kilomètres. Ces animaux ne pouvaient plus redescendre. Ces rares poches avec pâturages étaient localisées aux alentours de Tesker, Yogoum, Nord Farak, Esther, Egadé (dans la Région de Zinder), N'Gourti, Vallée de la Dilia (dans celle de Diffa), Gadabéji (dans la région de Maradi), etc.

☞ **Les pertes des animaux sont enregistrées un peu partout en zone pastorale**

- Les mortalités ont pour cause principale la sous alimentation mais aussi des causes secondaires comme les maladies animales (la piroplasmose) et des pluies diluviennes enregistrées dans certaines localités comme à Gadabéji, Nord Dogon Doutchi et Téra.
- Les premières pluies ont entraîné des mortalités importantes sur les animaux fatigués et malnutris ; ainsi, au niveau de la réserve de Gadabéji, une pluie de moins de 50 mm a emporté plus de 4000 têtes, à Dosso (Dogon Kirya) plus de 500 têtes de petits ruminants.
- Les pertes de bétail sont importantes selon diverses sources notamment les éleveurs. Certaines sources les estiment à plus de 30 pourcent des effectifs de bovins restés en zone pastorale. A ces pertes s'ajoutent également celles dues à la décapitalisation forcée. Nombreux sont les éleveurs qui ont préféré céder leurs animaux gravement affectés par la sous alimentation aux bouchers qui les abattent pour les transformer en viande boucanée. Dans la région de Gadabéji, le rythme d'abattage était de 10 à 20 bovins par jour et par boucher au plus fort de la crise. Ces animaux sont cédés à des prix aussi dérisoires que 1500 F cfa le bovin.

Les éleveurs et leur capital bétail ont donc été sérieusement affectés par la crise pastorale. L'ampleur de ces pertes d'animaux et l'impact de la crise sur les éleveurs ne sont pas encore bien connus. Etant donné les informations assez disparates et souvent contradictoires, la FAO et d'autres partenaires ont démarré une enquête dans les zones affectées pour cerner la portée réelle de cette crise pastorale sur le cheptel national mais et surtout le capital des petits éleveurs pour pouvoir leur apporter des réponses appropriées.

3.3 Mesures prises

Face à l'urgence et à l'ampleur de la crise alimentaire et nutritionnelle de 2009/10, le Premier Ministre a lancé un appel à l'aide internationale et nationale le 10 mars 2010. Un plan de soutien a été élaboré pour renforcer les capacités des populations vulnérables à faire face à l'insécurité alimentaire. Ce plan donne une estimation des besoins globaux d'intervention sur l'ensemble du territoire national. Le détail des actions menées et celles encore en cours sont consignées dans le chapitre 9.

4. PRODUCTION ALIMENTAIRE EN 2010/11

4.1 Conditions agro-climatiques

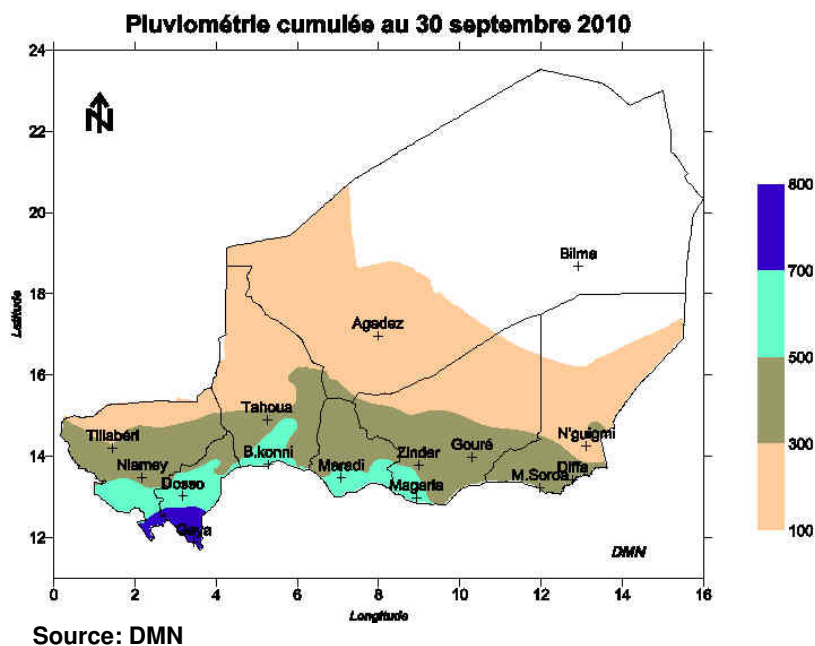
a) Situation pluviométrique

La pluviométrie de la campagne agricole 2010/11 a été abondante et bien répartie dans la majeure partie du pays. Les premières pluies sont tombées de manière précoce dans la 3^{ème} décennie du mois d'avril dans la région de Maradi. Elles se sont progressivement étendues sur l'ensemble de la zone agricole du pays au cours du mois de mai devenant par la suite plus fréquentes en juin. Toutefois, des séquences sèches ont été enregistrées dans les régions de Dosso et Tahoua au démarrage de la campagne. Les Communes rurales de Tahoua et Bouza, ont connu des pauses pluviométriques de plus de 10 jours. Les mois de juillet, août et

septembre ont enregistré d'importantes quantités de pluies dépassant les 100 mm par jour dans plusieurs localités du pays.

Le cumul pluviométrique saisonnier au 30 septembre 2010, a oscillé entre 300 et 800 mm sur la majeure partie de la bande agricole du pays. Comparé à l'année passée et à la moyenne 1971-2000 au 30 septembre, le cumul est excédentaire respectivement de 83 et 76 pour cent sur les 114 postes suivis comme le montrent les trois cartes présentées ci-dessous. Le mois d'octobre a enregistré quelques pluies inhabituelles. Suite aux abondantes pluies, plusieurs parties du pays ont été inondées occasionnant d'importantes pertes physiques (destruction d'habitations, de champs et d'animaux) et humaines³. Les régions de Tillabéri, Zinder, Dosso et la Communauté urbaine de Niamey ont été particulièrement affectées par ces inondations.

Figure 2 : Pluviométrie cumulée au 30 septembre 2010



³455 localités (village / quartiers) répartis dans 112 communes ; 36 680 ménages affectés et 252 936 personnes concernées par les dégâts (effondrement de maisons, de cases ou destruction de champs de culture par les eaux de ruissellement) ; 10 420 maisons et 288 cases effondrées ; 42 416 têtes de petits ruminants tués ; 65 967 têtes de gros ruminants tués ; 6 881 ânes tués ; 1 470 champs dunaires dévastés d'une superficie de 6301 ha ; 1102 parcelles de riz inondés totalisant une superficie 933ha ; 596 jardins et vergers inondés ; 346 puits envasés ; 7 personnes tuées, selon l'OCHA.

Figure 3 : Cumul pluviométrique saisonnier comparé à l'année passée

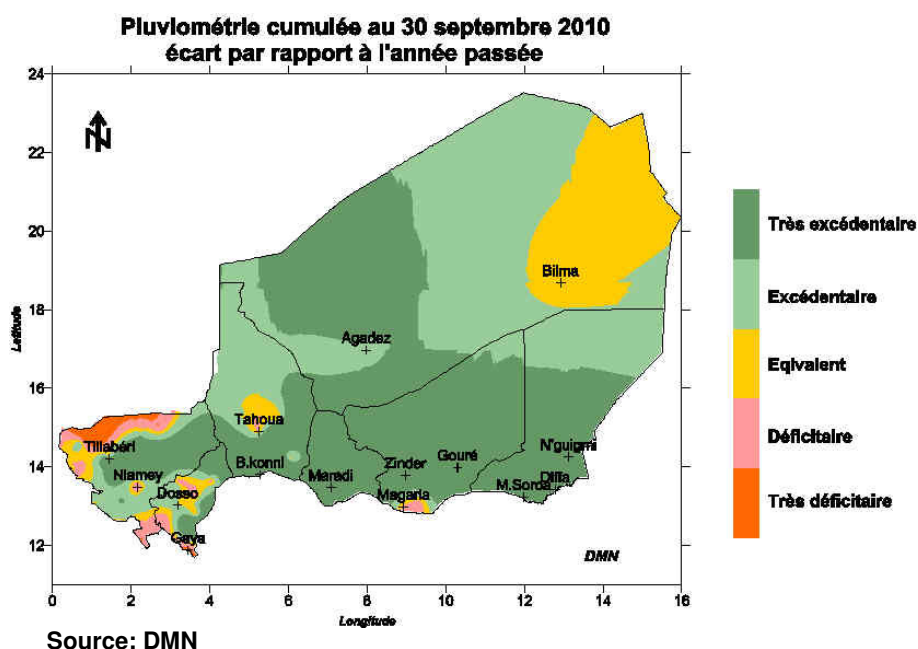
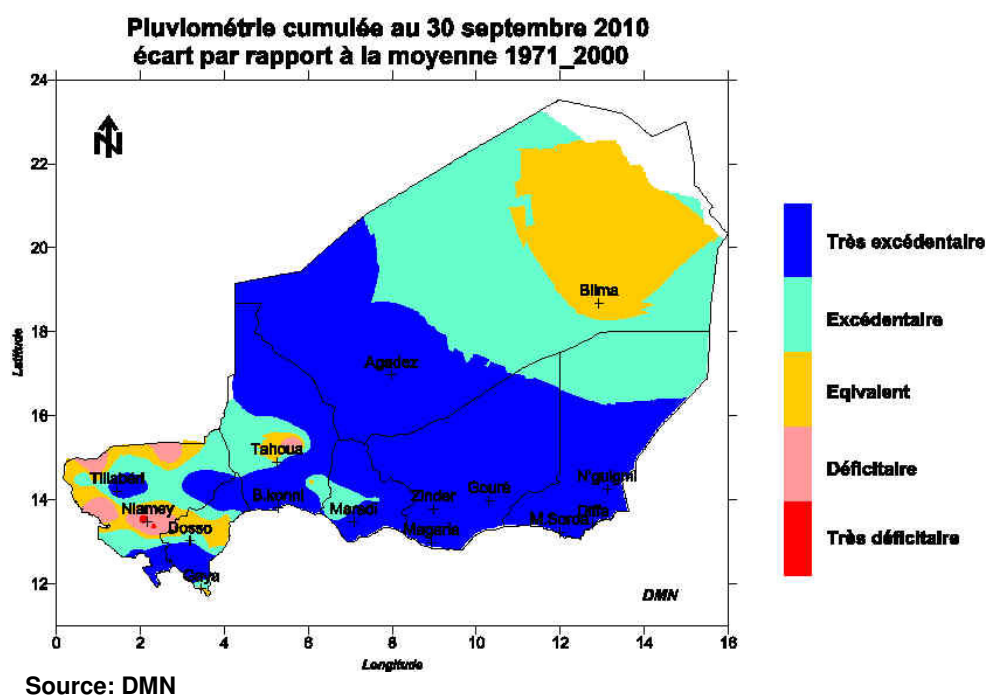


Figure 4 : Cumul pluviométrique saisonnier comparé à la moyenne 1971 – 2000



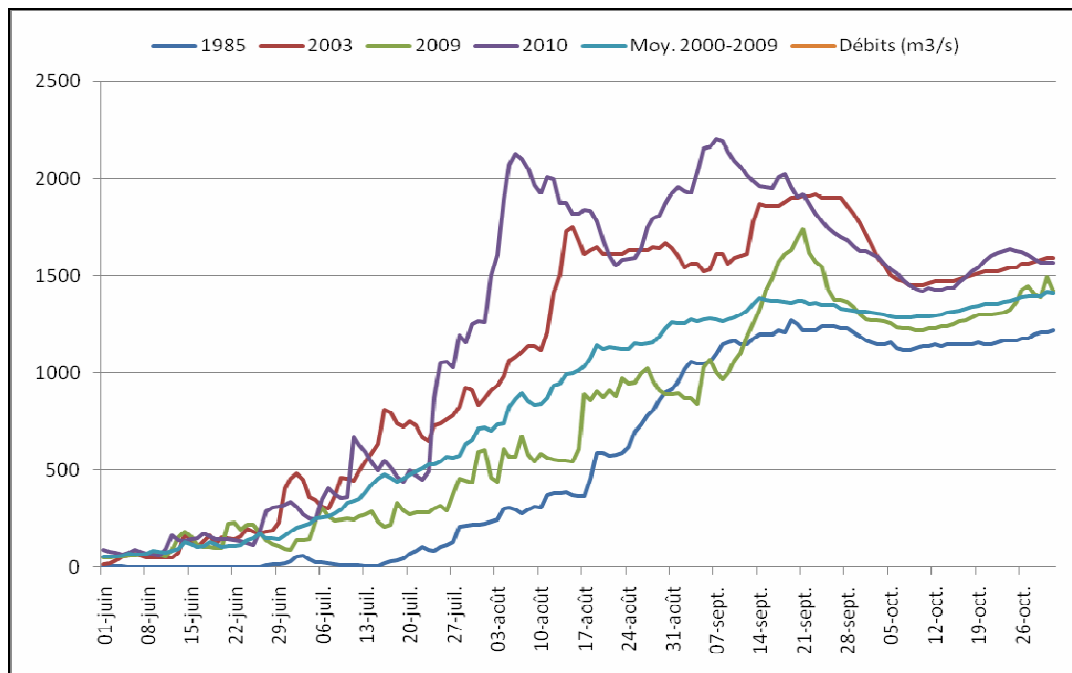
b) Situation hydrologique

A partir du 23 juillet, les débits moyens journaliers du fleuve Niger ont enregistré des valeurs comparables à celles des années exceptionnelles en 1988, 1998 et 2003. Les écoulements ont atteint un débit maximum de l'ordre de 2030 m³/s le 06 août. Cette valeur de débit est la plus importante jamais enregistrée depuis le démarrage de la station hydrométrique de Niamey en 1929.

L'hydrogramme ci-dessous, observé en 2010 présente un caractère exceptionnel et se situe largement au-dessus de ceux de l'année passée et de la moyenne des dix dernières années. Il est cependant légèrement inférieur à celui de 2003 qui est l'année la plus humide de la dernière décennie.

L'accroissement important des niveaux d'eau du fleuve Niger suite aux fortes pluies de juillet a provoqué des inondations dans la vallée du fleuve, notamment dans la Communauté urbaine de Niamey.

Figure 5: Hydrogrammes comparés du 01 juin au 31 octobre



Source: Ministère de l'Hydraulique de l'environnement et de la lutte contre la désertification / Direction des Ressources en Eau

c) Situation des intrants agricoles

Semences

L'utilisation de semences améliorées n'est pas très répandue au Niger. Généralement, les producteurs utilisent leurs propres semences provenant de leurs récoltes ou à défaut les achètent sur le marché. En dépit des efforts déployés jusqu'ici par les pouvoirs publics et les partenaires au développement, la production semencière est toujours confrontée à de multiples contraintes (équipements, formation, encadrement des producteurs,...etc.) qui n'ont pas permis d'asseoir un service semencier fonctionnel, capable de satisfaire sur une base durable les besoins nationaux en semences améliorées. Les besoins totaux en semences améliorées sont estimés à 30 000 tonnes environ alors que la production nationale couvre moins de 4 pour cent.

Face à cette situation et aux besoins d'assister les populations affectées par la crise alimentaire de 2009, un programme de distribution de semences améliorées a été mis en œuvre par l'Etat nigérien et les partenaires au développement. Sur un besoin de 6 500 tonnes de semences d'urgence, 5 513 tonnes ont été mises à la disposition des populations sinistrées dont 1 530 tonnes par l'Etat et 3 983 tonnes fournies par les partenaires (FAO et ONG). La contribution de la FAO qui s'élève à 3 483 tonnes (2 306,4 tonnes de mil, 125 tonnes de sorgho et 1 051, 9 tonnes de niébé), a permis d'atteindre 94 pour cent des villages affectés du pays, soit 76 pour cent des ménages assistés⁴.

Engrais

L'utilisation des engrais chimiques reste faible au Niger. L'essentiel des engrais provient de la fumure organique à travers un contrat de package entre éleveurs et producteurs agricole. Ce contrat permet à l'éleveur d'utiliser les sous-produits de la récolte; en contrepartie ses animaux restent sur la parcelle durant une période à déterminer d'un commun accord. Ce système de fertilisation des terres tend à disparaître du

⁴ Source : Cluster « Sécurité alimentaire »

fait de l'arrachage systématique des tiges de récoltes par les producteurs qui seront vendues par la suite sur les marchés.

L'Etat a mis en place une Centrale d'approvisionnement en intrants et matériels agricoles (CAIMA) chargée de réceptionner les différents dons ainsi que les engrais achetés par l'Etat nigérien. En fonction des besoins, des quantités sont placées dans les locaux de la Centrale installés au niveau de chaque région du pays. L'Etat subventionne le prix de cession des engrais à un taux variable suivant le prix d'achat des produits. En 2009, le NPK 15-15-15 coûtait 410 000 Fcfa/tonne et vendu aux producteurs au prix de 270 000 FCFA/tonne.

Au total, 117 992,75 tonnes d'engrais toutes formules confondues⁵ ont été mobilisées de 2000 à 2009 à travers les dons des partenaires⁶ et les achats de l'Etat. Les régions de Tahoua et de Maradi qui concentrent la majeure partie de la production agricole du pays ont reçu les plus grandes quantités d'engrais. Au titre de la présente campagne agricole, la FAO a distribué 1 650 tonnes d'engrais (DAP, urée et 15-15-15) dont 650 à travers les boutiques d'intrants.

d) Situation phytosanitaire

La situation phytosanitaire a été globalement calme. Toutefois, elle a été caractérisée par des attaques de pucerons sur le niébé et l'arachide dans les régions de Maradi et de Zinder, des infestations d'insectes floricoles sur du mil en floraison au niveau de l'ensemble des régions, des attaques de sautériaux signalées par endroits dans les régions de Tahoua, Maradi, Zinder et Diffa, de la mineuse de l'épi de mil dans les régions de Dosso, Maradi, Tahoua, Tillabéri et de Zinder, de cicadelles sur le sorgho et le mil dans les régions de Zinder (département de Magaria) et Maradi (département de Guidan Roumdji), d'oiseaux granivores dans les régions de Diffa, Dosso, Maradi, Tahoua, Tillabéri et de Zinder, de criocères sur le mil dans les régions de Maradi et de Zinder.

Le niveau des infestations a été faible et très localisé du fait de l'abondance et de la régularité des pluies enregistrées au cours de la campagne. Cependant, des attaques assez sévères de cicadelles ont été observées sur le mil et le sorgho à Magaria (Zinder) et Madaoua (Tahoua).

Au total, 54 215 ha de cultures ont été infestés en 2010/2011 contre une moyenne de 400 000 à 500 000 ha infestés chaque année au cours des 5 dernières années. Seuls 8 271 ha ont été traités au niveau national au 31 août 2010. Une lutte biologique contre la mineuse de l'épi est expérimentée à Maradi et les résultats obtenus sont prometteurs. Des traitements préventifs ont été effectués sur les principaux dortoirs avant l'épiaison du riz. Une récolte précoce est préconisée pour éviter l'intoxication des animaux au contact avec les résidus traités.

La dotation de pesticides pour 2010/11 s'élève à 120 000 litres provenant de l'Etat nigérien. Au 20 septembre 2010, la Direction générale de la protection des végétaux dispose d'un stock de 37 995 litres de pesticides comme indiqué dans le tableau n°1 ci-dessous.

⁵ Formules : Urée, NPK, Diammonium phosphate (DAP), Super triple phosphate (STP), Super simple phosphate (SSP), Sulfate d'ammoniac, Phosphate naturel de Tahoua, Potasse KCL

⁶ Les partenaires sont : Japon (KRII), Chine, Nigéria, Italie, Maroc, Banque Mondiale

Tableau 1 : Etat des stocks de pesticides au 20 septembre 2010

Pesticides	Stocks (l)	Doses recommandées (l/ha)	Capacité (ha)
Tracker 16,5 ulv	9 400	1	9 400
Malathion 925 g/l ulv	13 200	0,25	52 800
Pyricol 480 ulv	8 000	0,5	16 000
Pyricol 240 ulv	5 000	1	5 000
Karaté 0,8	2 140	2,5	856
Karaté 5EC	255	1	255
TOTAL	37 995	-	84 311

Source: Direction générale de la protection des végétaux

Ce stock de pesticides devrait couvrir les besoins pour la protection des cultures de contre-saison en cours. Les pesticides utilisés au Niger sont homologués par Le Comité sahélien des pesticides qui regroupe les 9 pays du CILSS. La liste des pesticides homologués est publiée chaque six mois. Cependant, on retrouve sur le marché national certains pesticides non homologués provenant des pays limitrophes notamment le Nigeria. C'est le cas du Thioral qui est couramment utilisé dans la protection des semences au Niger.

e) Evolution des cultures

Les semis ont commencé dès les premières pluies en avril et se sont généralisés en juin. C'est à la fin juillet que tous les 11 089 villages ont terminé leurs semis. Cependant, plusieurs ressemis ont été notés en août. Dans le département de Bouza, les producteurs ont effectué 5 à 6 ressemis à cause des vents de sable et des séquences sèches qui ont détruit les jeunes pousses. En général, le développement phénologique des cultures a été satisfaisant durant la campagne agricole.

Toutefois, les fortes pluies de juillet ont retardé la croissance du mil dans quelques localités à sols lessivés suite à un engorgement. L'abondance et la régularité des précipitations en août et septembre accompagnées par un ensoleillement adéquat ont permis au mil de retrouver leur évolution végétative normale. Ces pluies ont également inondé les parcelles de riz dans la vallée. Dans les villages sérieusement affectés par la crise alimentaire, l'entretien des parcelles n'a pas été satisfaisant. Beaucoup de parcelles ont été enherbées faute de main d'œuvre.

Lors du passage de la mission, les récoltes de mil et de niébé étaient presque terminées. Les opérations de mise en bottes des épis et de remplissage des greniers étaient en cours. En revanche, le sorgho était au stade de maturation.

4.2 Impact de la crise de 2009/10 sur la campagne agricole

En dépit des efforts importants consentis par l'Etat et ses partenaires pour atténuer les effets de la crise alimentaire et nutritionnelle de 2009/2010, l'impact de cette crise a été ressenti sur le déroulement de la présente campagne agricole 2010/2011. Les secteurs les plus affectés ont été:

- **La préparation de la campagne agricole:** au moment des semis des céréales, les semences, notamment de sorgho, ont considérablement manqué sur les marchés. Cette situation est imputable à la mauvaise récolte de 2009/10 d'une part, et aux achats effectués par les ONG dans le cadre de leur programme d'assistance humanitaire d'autre part.

Beaucoup de partenaires ont apporté leurs aides au Plan de soutien de l'Etat nigérien pour les 6 000 villages vulnérables. A la date du 18 août 2010, 171,14 milliards de FCFA ont été mobilisés dans le cadre du fonds d'urgence dont 8,82 milliards reçus par le FAO. Ces fonds ont permis de distribuer dans les délais requis les intrants agricoles (semences, engrais, pesticides, matériel agricole...etc.) et de la nourriture aux ménages ciblés pour les aides

d'urgence. Dans plusieurs localités visitées, les populations ont apprécié positivement les aides reçues. Beaucoup d'entre elles estiment que, sans cette aide, la campagne aurait été plus mauvaise que la précédente et ce en dépit de la bonne pluviométrie de cette année. Ces aides ont permis aussi de réduire la volatilité des prix sur les marchés. Cependant, tandis que les populations des villages déficitaires ont reçu des quantités satisfaisantes de semences améliorées de mil et de niébé leur permettant d'emblaver d'importantes superficies, beaucoup de ménages appartenant aux villages non déficitaires ont manqué de semences.

- **La main d'œuvre agricole:** la population jeune s'est déplacée en masse, plus que d'habitude, vers le Nigeria voisin pour un séjour allant jusqu'à six mois. Cet exode permet aux jeunes de faire du petit commerce pour subvenir aux besoins de la famille restée au pays. D'autres qui sont restés au Niger ont été obligés de chercher du travail sur place dans les opérations de «Food for work» ou «cash for work» ou comme ouvriers agricoles dans les grandes exploitations agricoles pour nourrir leurs familles. La sous alimentation dans certaines familles a considérablement réduit la force de travail. La faible disponibilité de la main d'œuvre a eu pour conséquence le renchérissement de son coût qui a atteint les 3000 Fcfa contre 1000 à 1500 Fcfa par homme-jour avant la crise. Le manque de main-d'œuvre au sein des ménages, associé à l'important développement des adventices ont fait que les superficies emblavées n'ont pas été toutes entretenues par endroits, certaines ont été abandonnées par la suite.
- **L'endettement:** les populations se sont lourdement endettées pour faire face aux multiples besoins alimentaires et agricoles. Les prêts ont été pour la plupart contractés auprès des commerçants et des banques céréalières. Cinq catégories de ménages sont concernés: les ménages extrêmement pauvres, les ménages de grande taille, les ménages possédant peu de terres, les ménages n'ayant pas d'animaux et les ménages à faibles récoltes. Par ailleurs, les emprunts se font dans beaucoup de cas sous forme de céréales, semences et argent, et sont remboursés à la récolte en nature en équivalent du prix des céréales, ce qui représente un taux de remboursement de 200 pourcent pour dans certains cas.
- **L'environnement :** la pression sur l'environnement a été exacerbée par la crise alimentaire et nutritionnelle. La coupe de bois pour la vente et l'utilisation de fourrage aérien ajoutées au ramassage des tiges sur les parcelles ont exposé davantage les sols à l'érosion éolienne et à leur appauvrissement en matière organique. Dans la Commune rurale de Bouza, le développement des cultures a été entravé par les vents de sables répétitifs qui ont détruit les jeunes pousses. Plusieurs ressemis ont été effectués sans succès.

4.3 Estimation de la production

a) Méthodologie

L'Enquête «Prévision et estimation des récoltes» (EPER) est réalisée chaque année par Direction des statistiques agricoles du Ministère de l'agriculture et de l'élevage. Elle couvre l'ensemble des départements du pays à l'exception de Bilma et des zones couvertes par les aménagements hydro-agricoles (AHA) dont les productions sont obtenues auprès de la structure d'encadrement et prises en compte dans la détermination de la production agricole nationale. Il s'agit d'une enquête par sondage aléatoire à deux (2) degrés. Les unités primaires sont les zones de dénombremments (ZD) et les unités secondaires sont les exploitations ou ménages agricoles.

L'enquête de cette année a porté sur plus de 9 195 ménages au niveau national, répartis au niveau des 549 ZD et 96 villages. L'estimation des principaux paramètres (superficies et rendements) de la production se fait par des mesures directes sur le terrain et les résultats sont ensuite extrapolés à l'échelle du département. Les données collectées sont traitées avec deux logiciels : CsPRO pour la saisie des données et SPSS pour l'analyse des données. Le dispositif de collecte et de traitement des données fait intervenir 349 agents composés d'enquêteurs, contrôleurs et superviseurs aux niveaux national, régional, départemental

b) Evaluation de la production agricole 2010/11

Superficies

Les superficies emblavées en mil et sorgho (qui représentent 98 pour cent de la production) au cours de cette campagne enregistrent une hausse respective de 11 pour cent et 30 pour cent par rapport à celles de

2009/2010. Elles dépassent la moyenne des cinq (5) dernières années de 15 pour cent et 22 pour cent respectivement. Comparées à 2008 qui a été une année record, les superficies de mil et de sorgho sont en augmentation respectivement de 8 pour cent et 9 pour cent. Cette augmentation des emblavures résulte entre autres de la précocité des pluies et de la distribution à bonne date des semences d'urgence aux populations des 6 000 villages vulnérables de la précédente campagne. En revanche, les inondations ont détruit 1 470 champs dunaires d'une superficie de 6 301 ha et 1 102 parcelles de riz inondés totalisant une superficie 933ha.

Rendements

Les rendements prévisionnels moyens du mil sont estimés pour cette campagne 2010 à 551 kg/ha et pour le sorgho à 452 kg/ha. Comparés à ceux de 2009, ils sont en augmentation de 34 pour cent et 56 pour cent respectivement. Ils dépassent de 6 pour cent et 13 pour cent les rendements du mil et du sorgho de 2008. Par rapport à la moyenne des cinq (5) dernières années, ils sont en hausse de 19 pour cent et 28 pour cent respectivement. Les rendements prévisionnels des cultures de rente (niébé, arachide, voandzou et sésame), sont également en nette progression par rapport aux années antérieures et à la moyenne des cinq (5) dernières années.

Les augmentations de rendements observées sur toutes les cultures à l'exception de ceux du maïs et du riz qui ont été affectés par les inondations des mois de juillet et août, proviennent en autres de la bonne pluviométrie et de l'utilisation des semences améliorées d'urgence et des engrais distribués au moment opportun aux populations vulnérables au début de la campagne agricole 2010/2011. Il est à prévoir que les rendements définitifs issus de l'exploitation des carrés de rendement en décembre prochain, soient supérieurs aux rendements prévisionnels.

Productions prévisionnelles des cultures pluviales 2010/11

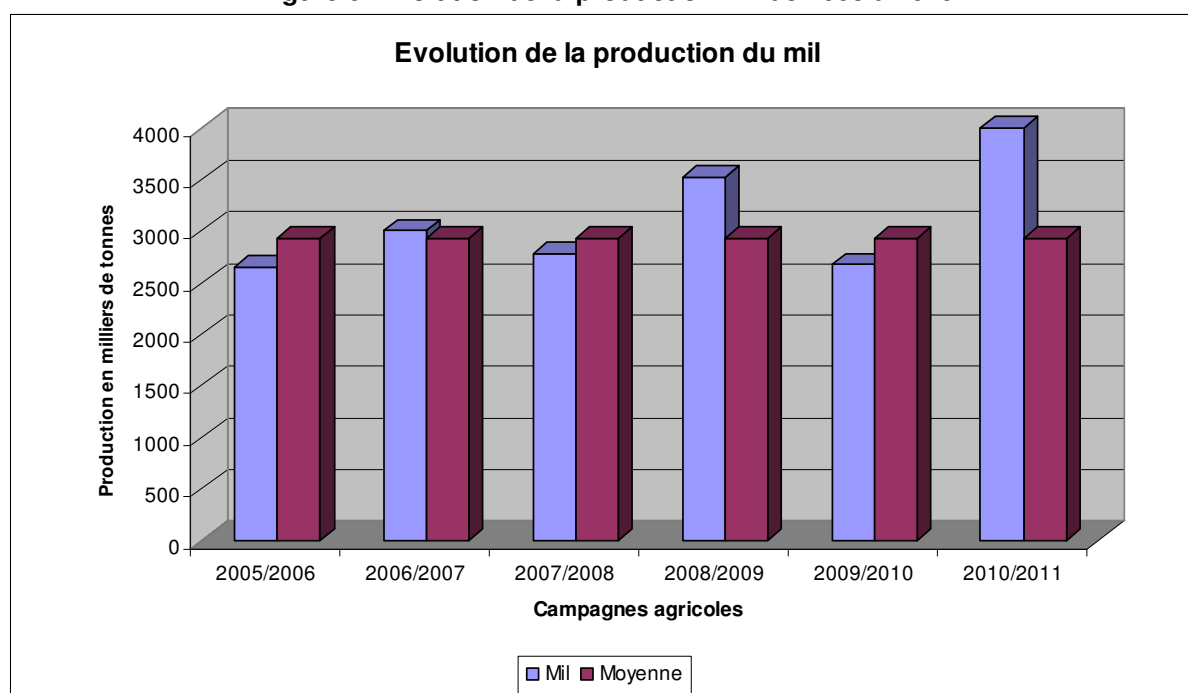
La production prévisionnelle des céréales est estimée à **5,6 millions de tonnes** dont 3,99 millions de tonnes de mil, 1,5 million de tonnes de sorgho, 16 441 tonnes de maïs et 5 470 tonnes de fonio. Ces chiffres incluent les prévisions de productions céréalières de contre-saison estimées à 59 299 tonnes dont 51 990 tonnes de riz, 1 402 tonnes de blé et 5 907 tonnes maïs. La production céréalière prévisionnelle est en hausse de 60 pour cent par rapport à 2009, 11 pour cent par rapport à 2008 qui a été une année exceptionnelle et 44 pour cent par rapport à la moyenne des cinq (5) dernières années. La production de niébé est estimée à **1 972 826 tonnes** contre 787 472 tonnes en 2009 et 1 543 943 tonnes en 2008, établissant un nouveau record.

La production de l'arachide est estimée à **406 380 tonnes** contre 253.497 tonnes en 2009 et 308 510 tonnes en 2008. La bonne production agricole de cette campagne agricole résulte à la fois de l'accroissement des superficies et de l'augmentation des rendements des principales cultures. Seule la production du riz est en recul à cause des inondations évoquées plus haut. Le tableau 2 ci-dessous qui présente les productions prévisionnelles des principales cultures comparées à celles des années antérieures et à la moyenne des cinq (5) dernières années.

Tableau 2 : Analyse comparative de productions prévisionnelles des principales cultures

Cultures	2010/11 (1)	2009/10 (2)	2008/09 (3)	Moyenne 5 ans (4)	Variations en %		
					(1/2)	(1/3)	(1/4)
Mil	3 999 100	2 677 855	3 521 727	2 928 497	49	14	37
Sorgho	1 501 119	738 661	1 226 251	962 668	103	22	56
Maïs	16 441	1 389	35 000	13 200	1 083	-53	24
Riz	85 215	91 391	77 721	75 400	-7	9	13
Fonio	5 470	3 218	5 329	2 501	70	3	119
Niébé	1 972 826	787 472	1 543 943	907 381	151	28	117
Arachide	406 380	253 497	147 676	168 089	60	175	142
Sésame	105 159	75 632	43 030	42 778	39	144	146

Figure 6: Evolution de la production mil de 2005 à 2010



5. SITUATION PASTORALE 2010/11

5.1 Développement des pâturages et points d'eau

Les premières pluies qui marquent le début de la saison d'hivernage ont été enregistrées à partir de la 3^{ème} décade du mois d'avril dans la zone agricole. Par la suite, elles se sont poursuivies par endroits au cours du mois de mai. Cette situation a entraîné l'évolution progressive de la strate herbacée au niveau des parcours situés dans la zone agricole.

Au cours du mois de juin, les pluies sont devenues plus fréquentes et abondantes favorisant un développement normal de la strate herbacée et une régénération des ligneux. Pendant ce temps, la zone pastorale, a enregistré des pluies irrégulières et très localisées, ce qui n'a pas permis une germination généralisée des espèces herbacées dans les zones affectées.

En juillet, l'installation de la saison des pluies est effective dans la majeure partie de la zone pastorale. En effet, les pluies étaient abondantes et régulières vers la fin de juillet et tout le mois d'août. Sur le plan végétatif, les stades phénologiques variaient de la germination à la levée avancée selon les régions. Ainsi, cette situation a évolué positivement jusqu'à la fin de septembre. Toutefois, certaines zones dans les départements de Tchintabaraden, Filingué, Tillabéri, Ouallam, Abalak, Téra et Mainé Soroa ont souffert d'un

arrêt des pluies au cours du mois d'août, ce qui a beaucoup affecté la strate herbacée. Ces zones enregistrent actuellement une faible production fourragère voire nulle par endroits.

En définitive, les fortes précipitations et leur bonne répartition aussi bien dans le temps que dans l'espace au niveau de la zone pastorale hormis les zones citées ci-dessus, ont favorisé un bon développement des espèces herbacées et la régénération des espèces ligneuses. Ceci s'est traduit par une bonne production fourragère dans l'ensemble. On note une dominance des espèces herbacées comme *Cenchrus biflorus*, *Aristida sp*, *Schoenefeldia gracilis*, une recrudescence de feux de brousse et la présence de points d'eau de surface.

En zone agricole, les estimations de la biomasse réalisées au niveau des enclaves pastorales, les aires de pâturage et de jachères font apparaître une production assez satisfaisante. Cependant, les enclaves à bonne production sont dans la majorité des cas colonisées par des espèces peu ou pas appréciées comme *Sida cordifolia*, *Pergularia tomentosa*, *Chrozophora brocchiana*, *Cassia mimosoides* etc.

En zone pastorale, la situation est bonne dans l'ensemble, cependant, il existe quelques poches d'étendue limitée, de faible production dans les régions de Tillabéri, Diffa et Tahoua. Le cortège floristique est à dominance graminéenne dont les principales espèces sont: *Cenchrus biflorus*, *Schoenefeldia gracilis*, *Aristida sp*, *Dactyloctenium aegyptium* et *Chloris sp*. Ces espèces, malgré le fait qu'elles soient appréciées par les animaux, restent très sensibles aux vents, au piétinement et aux feux de brousse.

L'évaluation quantitative et qualitative de la production fourragère en zone pastorale a donné une production moyenne de 1 271 Kg de matières sèches (Kg MS/ha) dépassant les 400 à 600 Kg/MS/ha enregistrée ces dernières années.

5.2 Bilans fourragers

Les éléments qui rentrent dans l'établissement du bilan fourrager par la Direction du développement pastoral sont les suivants:

- les effectifs en têtes et en UBT du cheptel national de 2011, une proposition des pourcentages des pertes enregistrées au niveau des différentes Directions régionales de l'élevage et des industries au cours de la campagne précédente et des effectifs des animaux qui partent en transhumance dans les conditions normales publiées après le recensement général de l'agriculture et du cheptel de 2005 ;
- le pâturage naturel disponible (productions des sites en zones pastorales, des enclaves en zone agricole et des zones marginales de l'Aïr);
- les productions des résidus et sous produits agricoles (chaumes, paille de riz, fanes des légumineuses, son des céréales)

Ainsi, la campagne 2010/11 a très bien répondu aux attentes des éleveurs. Le bilan fourrager global (voir tableau ci-dessous) a enregistré un excédent théorique de **1 245 927** tonnes de matières sèches soit de quoi couvrir les besoins de 732 898 UBT supplémentaires ou 8 pour cent du cheptel national. Les besoins globaux du cheptel national sont estimés à **15 994 183** TMS contre un disponible fourrager de **17 240 110** TMS.

Au niveau inter régional, cinq régions ont un bilan fourrager excédentaire avec des degrés variant de 284 294 TMS à Diffa à 1 467 094 TMS à Tahoua. Trois régions enregistrent un déficit théorique variant de 120 000 à plus de 2 000 000 TMS. Au niveau intra régional, il existe des poches dont la production est inférieure à 200 kg de matière sèche correspondant à une très faible capacité de charge.

Tableau 3 : Bilan fourrager campagne pastorale 2010/11

Régions	Disponible pâturage Zones pastorales	Disponible Zones marginales	Disponible Enclave (Tonne MS)		Disponible résidus agricoles	Disponible total	Effectif UBT séjournant (2011)	Besoins UBT séjournant (TMS)	Ecart (TMS)
			Herbaceés	Ligneux					
Agadez	1 138 579	23 189	0	0	556	1 162 324	422 020	717 434	444 890
Diffa	2 037 939		1 688	0	91 842	2 131 469	1 086 574	1 847 176	284 294
Dosso	8 155		35 820	62 957	955 522	1 062 454	799 875	1 359 788	-297 334
Maradi	2 076 007		31 200	53 148	1 411 389	3 571 744	1 478 212	2 512 960	1 058 784
Tahoua	2 657 873		14 166	10 990	1 198 740	3 881 769	1 420 397	2 414 675	1 467 094
Tillabéri	339 693		17 072	4 998	965 096	1 326 859	2 015 514	3 426 374	-2 099 515
Zinder	2 909 304		42 894	1 984	1 128 042	4 082 224	2 102 636	3 574 481	507 743
Niamey			676	267	20 323	21 266	83 115	141 296	-120 030
TOTAL	11 167 550	23 189	143 515	134 344	5 771 511	17 240 110	9 408 343	15 994 183	1 245 927

Source: Direction du développement pastoral

Le tableau 4 ci-dessous qui compare l'évolution du bilan fourrager de 2000 à 2010, montre qu'il est déficitaire une année sur deux. En outre, bien que le bilan de cette année soit bien meilleur par rapport à celui de 2009, il est nettement moins bon qu'en 2006, 2005 et 2003. On constate en plus que certains départements comme Diffa ont enregistré un bilan excédentaire seulement deux années sur dix et que Tillabéri et Dosso marquent une nette tendance pour un déficit structurel.

Tableau 4 : Bilans fourragers de 2000 à 2010 (tonnes de matières sèches)

Régions	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Agadez	152 650	129 948	34 684	128 971	-98 890	125 753	94 824	430 682	-222 709	-212 533	444 890
Diffa	-1 533 583	-1 829 517	-2 078 035	-1 404 197	-2 380 057	-744 691	-1 508 316	305 602	-915 870	-2 251 421	284 294
Dosso	-95 952	390 718	-151 637	-71 509	-414 534	404 540	1 354 021	-75 563	-479 281	-1 159 377	-297 334
Maradi	228 511	27 680	92 821	89 842	-261 705	909 901	313 487	-526 379	-452 882	-2 710 110	1 058 784
Tahoua	191 880	742 167	-35 442	677 454	-661 102	-275 799	753 836	741 871	-1 335 458	-2 393 341	1 467 094
Tillabéri	-784 212	1 604 928	380 507	793 420	-611 884	527 140	783 124	377 131	-633 442	-3 629 642	-2 099 515
Zinder	369 395	253 739	425 477	1 404 197	-137 708	978 718	1 064 526	-147 828	-1 236 891	-3 670 019	507 743
Niamey	-51 230	-55 940	-56 340	-59 878	-52 965	-37 969	-66 708	-99 144	-76 609	-115 566	-120 030
Niger	-1 522 541	1 263 723	-1 387 964	1 558 300	-4 618 845	1 887 591	2 788 794	1 006 373	-5 353 140	-16 142 009	1 245 927

Source: Direction du développement pastoral

5.3 Perspectives

A cette date, plus de 200 000 ha de pâturage sont emportés par les feux de brousse dans les régions de Zinder, Maradi, Tahoua et Diffa. Des dispositions urgentes sont à prendre pour sauvegarder ce disponible fourrager par l'ouverture des bandes de pare-feux aux risques de revenir à la situation de l'année dernière.

6. CONTEXTE RÉGIONAL

Selon les résultats préliminaires, la récolte de 2010 devrait être bonne dans la sous-région, les précipitations ayant été suffisantes tout au long de la saison des pluies et les gouvernements ayant mis en place des dispositifs d'aide et de subvention visant à accroître la production dans plusieurs pays. Parmi les pays voisins du Niger, des récoltes céréalières records sont prévues au Burkina Faso et au Tchad. Au Nigeria, la production céréalière augmentera d'environ 5 pourcent en 2010. Malgré les périodes sèches en début de campagne et les inondations qui ont affecté la partie nord-est du pays, une bonne production de mil et de sorgho a été engrangée. Les pâturages ont bien régénéré dans la plupart des pays avec cependant des envahissements localisés d'espèces non apprêtées.

Le Bénin fait figure d'exception. La campagne agricole 2010 a été caractérisée dans ce pays par des pluies mal réparties et des inondations de grande ampleur qui ont fait un grand nombre de victimes et endommagé les infrastructures et les cultures pendant les mois de septembre et d'octobre. Environ 133 000 hectares de cultures ont été détruits et 140 000 animaux tués selon les estimations les plus récentes. La production céréalière devrait baisser de 20 pour cent. Dans beaucoup de localités les prix du maïs (denrée alimentaire de base) sont supérieurs à leur niveau de 2009, même si les cours n'ont augmenté que légèrement entre août et octobre. Les départements du nord du pays, frontaliers avec le Niger, ont été sérieusement affectés.

Le Niger importe normalement du maïs et de la farine de manioc du Bénin. Cependant, les approvisionnements alimentaires et le niveau des prix au Niger ne seront pas affectés de manière significative par les pertes de récolte survenues au Bénin, eu égard aux bonnes récoltes engrangées et à l'abondance des disponibilités dans tous les autres pays, notamment au Nigeria.

7. MARCHÉS ET PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES

Les marchés alimentaires sont fortement intégrés dans la sous-région. En particulier, un niveau élevé d'intégration s'observe entre les marchés du Niger, du Bénin et du Nigeria, dans la partie orientale de l'Afrique de l'Ouest. Dans une année normale, le Nigeria et le Bénin exportent les céréales vers les régions déficitaires du Niger voisin. Le marché de Malanville au Bénin, de Jibia, Illela et Mai-Adua au Nigeria influencent significativement plus de 75 pour cent des marchés au Niger selon une étude récente (Akker, 2007⁷). Dans les années de faible production, cependant, le Bénin et le Nigeria utilisent une plus grande partie de leur production nationale et importent parfois des céréales du Niger, augmentant le déficit dans ce dernier pays. Les prix paritaires d'importations des marchés régionaux sont donc un déterminant clé des approvisionnements alimentaires dans les pays concernés.

La baisse généralisée des disponibilités à travers la sous-région, combinée aux entraves au commerce avaient conduit à des prix records en 2005. En revanche, en 2010, la baisse de la production était davantage localisée (les disponibilités étaient suffisantes au Nigeria) et le fonctionnement des marchés sans entraves majeures, avec des importations régulières en provenance des pays voisins notamment le Nigeria et le Bénin. La régularité et le caractère soutenu des flux de céréales en provenance des marchés transfrontaliers, combiné aux différents interventions humanitaires, ont permis d'améliorer l'offre et de limiter la hausse des prix sur les marchés locaux. Par conséquent, le prix constant du mil qui avait atteint 338 FCFA par kg en août 2005 (comparé à 182 FCFA par kg en août 2004) était de 190 FCFA par kg en août 2010. Même en terme nominal, le prix du mil à Niamey en août 2010 était de 247 FCA par kg, comparé à 258 en août 2009. Le fonctionnement correct des marchés et les diverses formes d'assistance aux populations ont alors permis d'éviter l'envolée des cours.

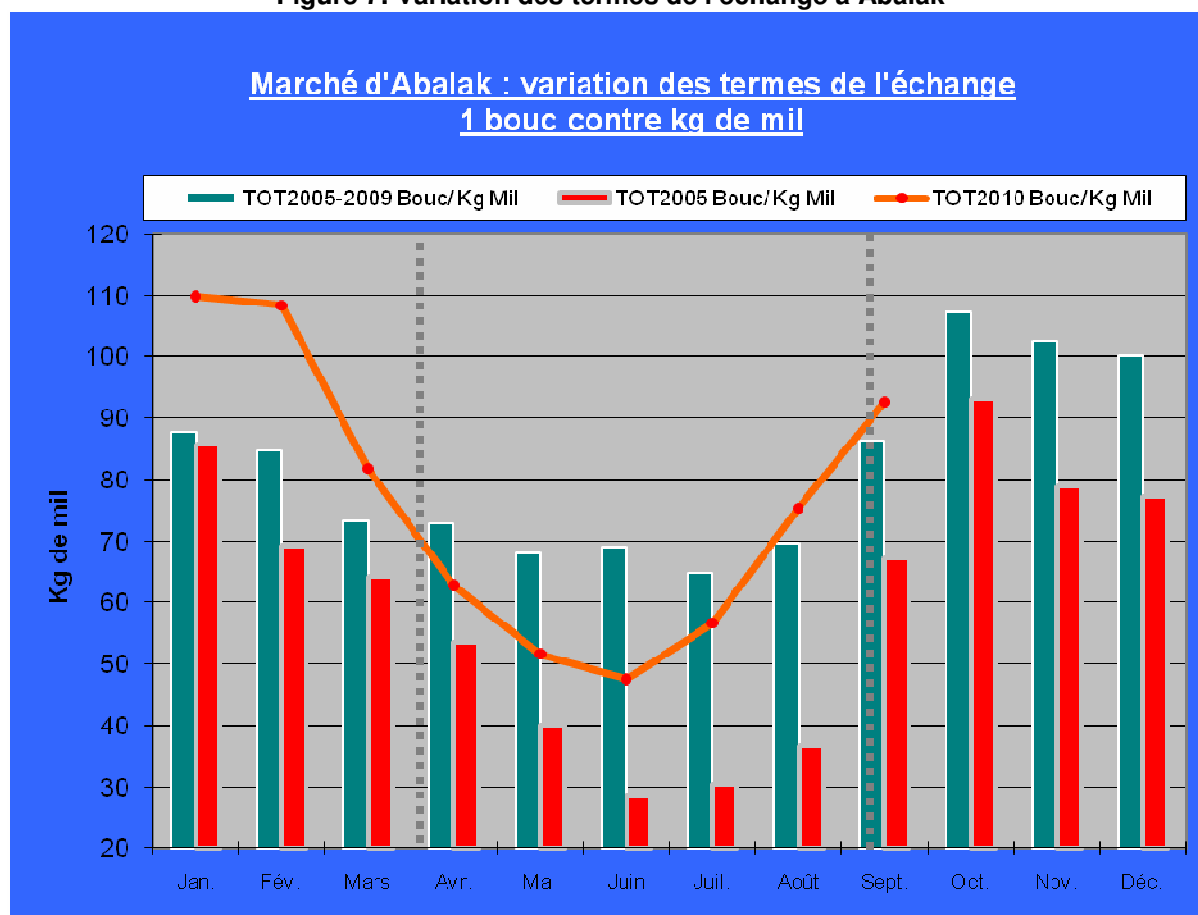
Lors du passage de la Mission, les marchés étaient bien approvisionnés en produits alimentaires locaux divers (céréales et légumineuses), en raison des récoltes qui avaient démarré dans plusieurs régions. Les prix avaient beaucoup chuté avec l'arrivée des nouvelles récoltes. Entre août et octobre, les prix nominaux du mil ont baissé de 35 pour cent à Diffa par exemple. Dans les principales zones de production, l'ampleur de la chute est plus importante, jusqu'à 50 pourcent à Maradi. Dans certains départements frontaliers

⁷ Akker, Jenny. 2007. Monitoring regional markets for early warning of food crises in western Africa. Papier présenté à un workshop organisé par la FAO à Rome en Décembre 2007

comme à Diffa, l'offre en céréales reste dominée par les produits nigériens même si le mil et le sorgho locaux sont également en vente.

Le prix des animaux a fortement augmenté avec l'accès à des pâturages abondants et l'amélioration de leur état d'embonpoint. Les termes de l'échange bétail/mil qui s'étaient beaucoup dégradés pendant la crise, ont donc connu une nette amélioration en faveur des éleveurs (figure 7). On remarque aussi qu'en octobre et novembre des jeunes animaux reproducteurs sont présentés sur les marchés, non pour être bradés comme c'était le cas entre avril et septembre 2010 mais pour être vendus à des éleveurs qui veulent reconstituer leurs troupeaux.

Figure 7: Variation des termes de l'échange à Abalak



8. BILAN DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DE CÉRÉALES POUR 2010/11

Les prévisions relatives à l'offre et à la demande des céréales en 2010/11 sont fondées sur les hypothèses suivantes:

- La population du Niger à la mi-2010 a été estimée par les Nations Unies à 15 891 482 . La mission projette la population à la mi- 2011 à environ 16.44 millions.
- On retiendra en 2010/11 comme consommation annuelle par habitant et pour chaque céréale considérée, la consommation apparente moyenne des 5 dernières années (2005/06 –2009/10) qui s'établit comme suit: blé: 2.7 kg, riz: 19,28 kg, céréales secondaires dont maïs: 3.6 kg; mil: 157.1 kg; sorgho: 42.6 kg, soit un total de 203,3 kg les céréales secondaires. Ces chiffres sont très proches des normes de consommation utilisées par le CILSS au Niger
- Pour les céréales sèches (céréales secondaires), les pertes, semences et alimentation du bétail sont estimées à 15 pour cent de la production brute. Ainsi, pour la production brute de céréales secondaires estimée à 5,5 millions de tonnes en 2010, on obtient une disponibilité nette d'environ 4,7 millions de tonnes. S'agissant du riz, les déductions pour pertes et semences sont de 15 pour cent et le taux d'usinage est de 70 pour cent.

- Les stocks initiaux sont estimés à 51 612 tonnes, dont 28 396 tonnes de riz, 1 158 tonnes de blé et 22 058 tonnes de céréales secondaires.

Tableau 5. Bilan céréalier pour 2010/11 (en milliers de tonnes)

	Blé	Riz	Mil et fonio	sorgho	maïs	Total céréales
Disponibilités intérieures	2,6	83,8	4 018,6	1 509,1	16,4	5 630,4
Stocks d'ouverture	1,2	28,4	14	8	0	51,50
Production (riz usiné)	1,4	55,4	4 004,6	1 501,1	16,4	5 578,9
Utilisation totale	44,6	325,3	3 186,7	925,5	61,7	4 543,7
Consommation alimentaire	44,4	317	2 586	700,3	59,2	3 706,9
Pertes et semences	0,2	8,3	600,7	225,2	2,5	836,8
Excédent/déficit avant importation/exportation	(42)	(241,5)	831,9	583,6	(45,3)	1 086,7

Le Niger présente un déficit structurel en blé, riz et maïs dont les besoins d'importation s'élèvent à quelques 334 000 tonnes pour l'année commerciale 2010/11. Au même moment, le pays disposera d'un surplus important de mil et de sorgho. En résumé, sur la base des chiffres de production provisoires, le pays disposera en 2010/11 d'un surplus céréalier prévisionnel, hors importations commerciales, de plus de 1 million de tonnes. Une autre partie de cet excédent servira à reconstituer le stock national de sécurité, épuisé suite à la gestion de la crise 2009/2010. A ce titre l'opération d'achat du mil auprès des producteurs est en cours dans les régions excédentaires et s'étalera jusqu'en février 2011 pour environ 1,5 milliard de Fcfa à raison de 16 000 Fcfa le sac de 100Kg. Une partie pourrait également être exportée vers les régions déficitaires du Bénin voisin. Les importations commerciales prévues de blé et de riz couvriront les besoins estimés.

9. SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

9.1 Impact de la crise de 2009/10 sur la sécurité alimentaire des ménages

Une enquête conjointe sur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages a été effectuée par l'Etat et les partenaires en avril 2010.

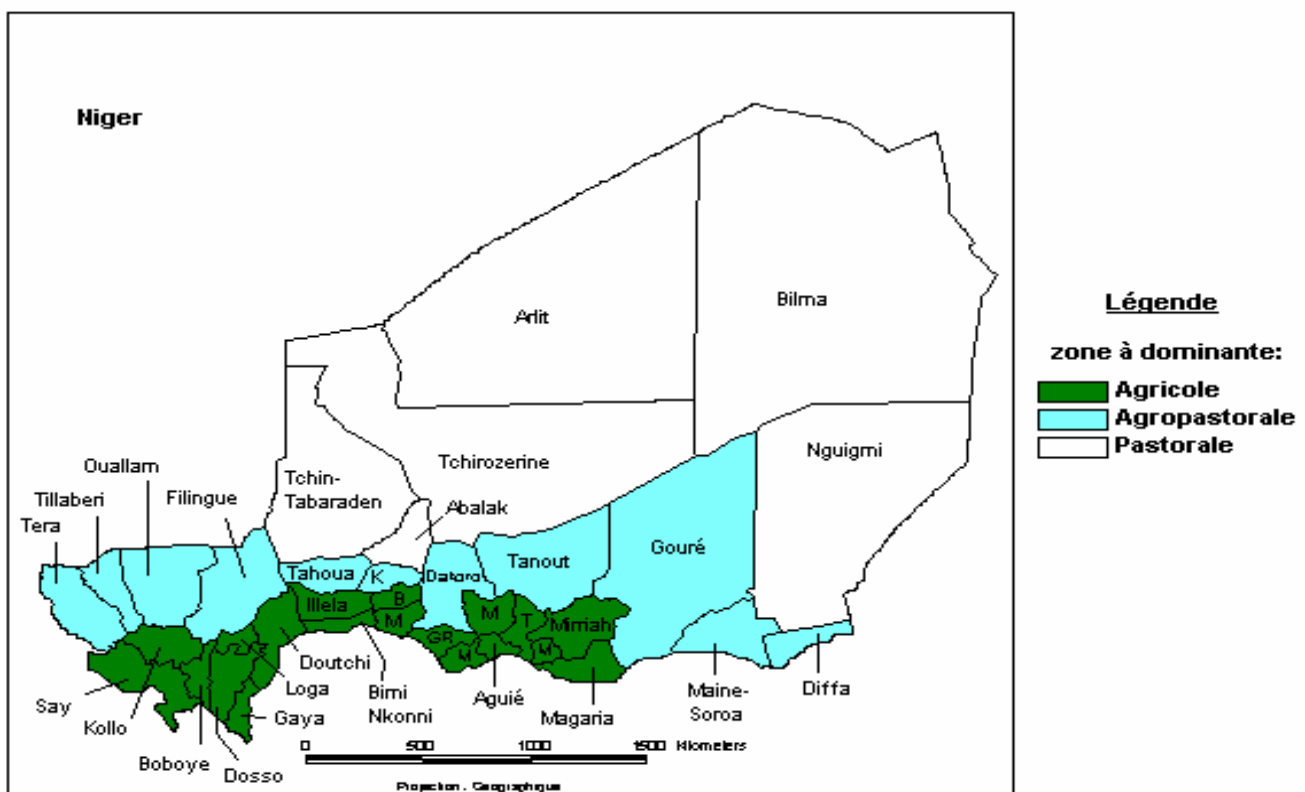
Sources de revenu, moyens de subsistance et sécurité alimentaire des ménages

L'enquête conjointe montre une diversification des sources de revenu en dehors des activités traditionnelles qui caractérisent chaque zone agro écologique (tableau 6). On peut noter par exemple que les activités agro pastorales ne se limitent plus uniquement à la zone agro pastorale mais concernent davantage de ménages de la zone agricole : l'association de l'agriculture et de l'élevage étant la principale source de revenu pour 18,8 pourcent des ménages de la zone agricole contre 14,9 pourcent des ménages de la zone agro pastorale et 17,2 pourcent des ménages de la zone pastorale. On note en revanche que les activités génératrices de revenu telles que le petit commerce sont plus répandues dans la zone agro pastorale (25,6 pourcent des ménages) suivie de la zone agricole (22,7 pourcent des ménages) contre 13,6 pourcent pour la zone pastorale. Pour la zone pastorale, l'élevage constitue naturellement l'une des principales activités (il constitue la principale source de revenu pour 18,7 pourcent des ménages de cette zone) suivie des activités agro pastorales (17,2 pourcent des ménages).

Tableau 6: Répartition en pourcent des ménages selon les groupes de moyens de subsistance

Groupe de moyens de subsistance	Zone agricole (%)	Zone agro pastorale (%)	Zone pastorale et désertique (%)	Total (%)
Agriculture et élevage	18.8	14.9	17.2	17.5
Agriculture	19.2	14.1	7.1	16.9
Elevage	3.8	4.9	18.7	5.1
Petit commerce	22.7	25.6	13.6	22.9
Travail journalier	9.3	12.3	13.3	10.4
Transfert	9.2	10.1	7.7	9.4
Vente de bois et de paille	3.0	2.7	3.3	2.9
Salarie	3.3	3.9	3.7	3.5
Artisanat	2.7	4.1	5.4	3.3
Commerce	1.7	2.2	1.9	1.8
Mendicite/emprunt	1.4	0.9	1.1	1.2
Autres	5.1	4.4	7.0	5.0
TOTAL	100.0	100.0	100.0	100.0

Figure n 8: Zone agro-écologique du Niger



Source: Système d'Alerte Précoce (SAP) Niger

L'analyse selon les groupes de moyens de subsistance revêt une importance particulière pour connaître les catégories de ménages les plus affectés par l'insécurité alimentaire pour le ciblage des interventions appropriées.

Le tableau 7 (page 28) présente les résultats de l'analyse en composante principale effectuée sur les données collectées en avril 2010. On note une prédominance des activités agro pastorales dans les sources de revenu des ménages comme on s'y attendait. L'association de l'agriculture et de l'élevage (agro pasteurs) constituent les principales sources de revenu pour 18 pourcent des ménages tandis que l'agriculture constitue à elle seule la principale source de revenu pour 17 pourcent des ménages. Environ 5 pourcent seulement des ménages dépendent exclusivement de l'élevage mais ce résultat est certainement lié au fait que l'échantillonnage est essentiellement constitué de ménages sédentaires et inclut donc très peu de ménages pastoraux transhumants. Au total, les activités agro pastorales constituent la principale source de revenu pour environ 40 pourcent des ménages ruraux nigériens. Si cette dépendance vis-à-vis des activités agro pastorale reste importante, on note que les différents chocs qui ont affecté les systèmes de production sahéliens ces dernières années ont favorisé, grâce à la résilience des ménages, l'émergence d'activités génératrices de revenu et de survie comme le petit commerce qui constitue la source principale pour 23 pourcent des ménages, le travail journalier (9 pourcent des ménages) et la dépendance des transferts des migrants (9,4 pourcent des ménages). La proportion de ménages qui dépendent des autres sources de revenu est plutôt marginale : salarié (3,5 pourcent), artisanat (3,3 pourcent), vente de bois et de paille (2,9 pourcent), commerce (1,8 pourcent).

Si l'on focalise plus spécifiquement l'analyse sur les revenus de la migration, plusieurs conclusions peuvent être formulées. Tout d'abord comme dans certains pays en voie de développement, le Niger a connu un exode rural massif particulièrement intense et multiforme au cours de ces dernières années.

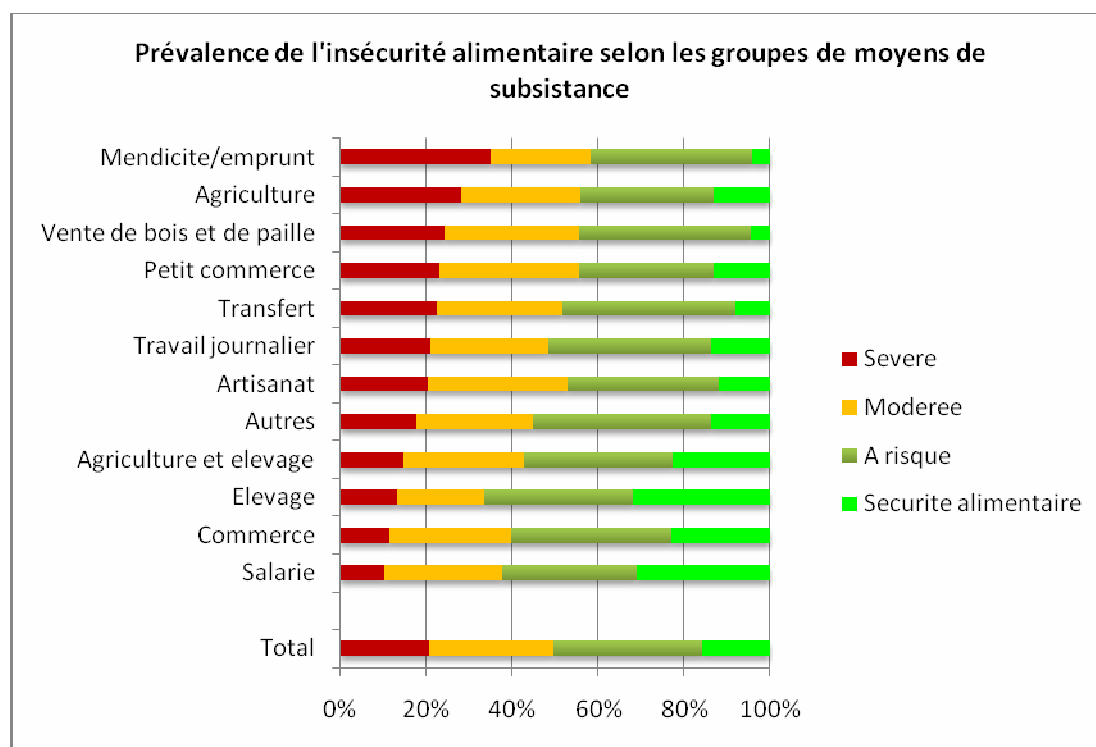
En plus de cet exode rural traditionnel et souvent définitif privant ainsi le monde rural d'une partie de sa main d'œuvre valide, se greffe un exode de type transitoire dont l'intensité et la durée varient selon la configuration de la campagne agricole. Les années de faible production agricole sont souvent accompagnées d'un exode massif et précoce dont la destination varie souvent en fonction des opportunités économiques et de la proximité géographique. Les principales destinations sont les grandes villes internes mais également le Nigeria et d'autres pays de la région : Bénin, Togo, Côte d'Ivoire, Ghana et Libye. Cet exode est souvent soumis à des aléas de tout genre et les revenus tirés sont instables et trop faibles pour couvrir les besoins du reste de la famille restée sur place. En particulier, une plus grande incertitude caractérise les revenus de courte durée parce qu'ils sont fonction des opportunités économiques du moment et surtout de l'offre de main d'œuvre. Dans les années difficiles comme celle de 2010, l'offre de main d'œuvre dépasse de loin les possibilités d'emploi et en conséquence les taux de rémunération sont souvent ajustés à la baisse augmentant ainsi la vulnérabilité des ménages. Traditionnellement, la zone agro pastorale est celle qui est la plus affectée par des phénomènes migratoires, en raison de sa grande vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, tout comme l'extrême sud de la zone agricole à cause de sa proximité avec le Nigeria. A cet égard, l'analyse de la distribution des ménages suivant les zones agro écologiques montre que 10,1 pourcent des ménages de la zone agro pastorale et 9,2 pourcent des ménages de la zone agricole sont dépendants des revenus des transferts contre 7,7 pourcent pour la zone pastorale.

L'analyse de la distribution de l'insécurité alimentaire selon ces groupes de moyens de subsistance montre des prévalences d'insécurité alimentaire sévère plus élevées parmi : i) les ménages très vulnérables dépendants de la mendicité et des réseaux de solidarité (35 pourcent des ménages de ce groupe sont affectés par l'insécurité alimentaire sévère), ii) les ménages dépendants uniquement des revenus agricoles (28 pourcent des ménages de ce groupe) sans doute très touchés par le choc de production, iii) les ménages dépendants des sources de revenu précaires comme la vente de bois et de paille (24,3 pourcent des ménages), le petit commerce (23,1 pourcent des ménages) et iv) les ménages dépendants des transferts (22,5 pourcent). Il est également possible que le taux d'insécurité alimentaire des éleveurs soit en réalité plus élevé que le niveau affiché en raison de l'échantillonnage basé uniquement sur les ménages sédentaires et n'incluant donc pas les éleveurs transhumants.

Tableau 7: Insécurité alimentaire selon les groupes de moyen de subsistance

Groupes de moyens de subsistance	% de ménages	Classes d'insécurité alimentaire				
		Sévère	Modérée	A risqué	Sécurité alimentaire	Total
Agriculture et élevage	17.5	14.6	28.2	34.7	22.5	100
Agriculture	16.9	28.0	27.8	31.0	13.1	100
Elevage	5.1	13.1	20.3	34.8	31.7	100
Petit commerce	22.9	23.1	32.4	31.5	13.1	100
Travail journalier	10.4	20.8	27.7	37.6	13.8	100
Transfert	9.4	22.5	29.2	40.1	8.1	100
Vente de bois/paille	2.9	24.3	31.2	40.2	4.3	100
Salariat	3.5	10.2	27.3	31.3	31.1	100
Artisanat	3.3	20.5	32.3	35.4	11.8	100
Commerce	1.8	11.5	28.4	37.2	22.9	100
Mendicité/emprunt	1.2	35.0	23.3	37.5	4.2	100
Autres	5.0	17.7	27.0	41.6	13.7	100
Total	100.0	20.8	28.8	34.7	15.7	100

Figure 8: Prévalence de l'insécurité alimentaire selon les groupes de moyens de subsistance



Si globalement le nombre moyen de sources de revenu par ménage est de deux (2), on note une large gamme d'activités pour lesquelles les ménages optent. En dehors des ménages qui dépendent uniquement de la production agricole ou de l'élevage pour lesquelles la contribution de ces activités au revenu global du ménage atteint 90 pourcent et plus, la contribution des autres activités dans les autres groupes de moyens de subsistance est comprise entre 50 pourcent et 60 pourcent. Par exemple la contribution du travail journalier dans le revenu global des ménages qui dépendent principalement de cette source de revenu est de 60 pourcent. Celle du petit commerce pour les ménages qui en dépendent principalement est de 64 pourcent.

9.2 Gestion de la crise par différents groupes de population et stratégies adoptées

Les types de réponse apportés aux problèmes rencontrés pendant la crise par les groupes de population sont variables d'un groupe socio-économique à un autre. Toutefois, il est à noter qu'en zone agricole et agropastorale, la recherche de travail par des membres des ménages, l'exode massif des jeunes, la vente d'animaux, le recours aux activités génératrices de revenus (vente de bois, de paille, de produits artisanaux, etc.) et l'endettement ont été les stratégies d'adaptation les plus utilisées.

Des cas d'application des stratégies de survie telles que la vente des biens domestiques et la vente des biens de production ont été signalés. Sur le plan pastoral, l'utilisation des aliments complémentaires pour bétail et surtout la transhumance ont été les stratégies les plus signalées. On note par ailleurs que dans certains villages, des enfants ont été retirés de l'école pour raison d'insécurité alimentaire.

La solidarité villageoise a aussi joué un rôle prépondérant dans la gestion de la crise. Ainsi plusieurs ménages vulnérables ont dû être secourus par leurs voisins qui disposaient de davantage de moyens. Aussi cet élan de solidarité s'est davantage manifesté lors des distributions de vivres où les rations alimentaires étaient systématiquement partagées avec les autres ménages non ciblés. Beaucoup d'aides ont également été envoyées aux villageois par des donateurs (fondations, correspondants d'ONG, riches commerçants etc.) et d'autres particuliers issus du terroir en guise d'entraide et de solidarité.

Parmi les stratégies de survie développées par les différents groupes figurent:

▪ **Pour les groupes pastoraux:**

- le départ précoce en transhumance ;
- le changement d'itinéraire par rapport aux mouvements habituels ;
- le déstockage stratégique pour acheter des vivres et des aliments pour bétail (paille de brousse, chaumes de céréales, son de céréales, fanes d'arachide, de niébé, tourteaux de graines de coton etc.);
- le déstockage forcé en procédant à la vente d'animaux ne pouvant plus se déplacer au point culminant de la crise;
- la coupe abusive de ligneux à fourrage y compris des espèces protégées tel que « *Faidherbia albida* » ou « *Acacia albida* » ou *gao* ;

▪ **Pour les groupes agropastoraux sont:**

- le départ précoce en transhumance ;
- le changement d'itinéraire par rapport aux mouvements habituels ;
- le déstockage stratégique pour acheter des vivres et des aliments pour bétail (paille de brousse, chaumes de céréales, son de céréales, fanes d'arachide, de niébé, tourteaux de graines de coton etc. ;
- le déstockage forcé en procédant à la vente d'animaux ne pouvant plus se déplacer au point culminant de la crise ;
- la coupe abusive de ligneux à fourrage y compris des espèces protégées telles que « *Faidherbia albida* » ou « *Acacia albida* » ou *gao* ;
- le départ inhabituel (du point de vue précocité et ampleur) en exode des jeunes ;
- la vente de la main d'œuvre ;
- la coupe abusive de bois vert pour la vente ;
- la vente de la paille de brousse ;
- la vente de fanes de niébé et d'arachide ainsi que de chaumes de céréales;
- le recours accru à l'emprunt;
- la vente de biens personnels;
- la vente de biens productifs ;
- l'exode de ménages entiers.

▪ **Pour les groupes des zones agricoles sont:**

- le départ inhabituel (des points de vue précocité et ampleur) en exode des jeunes ;
- la vente de la main d'œuvre ;
- la vente inhabituelle d'animaux ;
- la coupe abusive de bois vert pour la vente ;
- la vente de la paille de brousse ;

- la vente de fanes de niébé et d'arachide ainsi que de chaumes de céréales ;
- le recours accru à l'emprunt ;
- la vente de biens personnels ;
- la vente de biens productifs ;
- l'exode de ménages entiers.

9.3 Situation nutritionnelle

La situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans reste préoccupante au Niger. L'évolution du taux de malnutrition aiguë global depuis 2005 montre que les périodes de pic de malnutrition correspondent à des années de crise alimentaire mais la situation reste à un niveau critique même dans les années normales. Le taux de malnutrition aiguë global se situe au-dessus des seuils d'urgence de 15 pourcent en 2005 et en 2010 et se maintient à des niveaux variant entre 10 pourcent et 12 pourcent entre les deux périodes. De même le taux de malnutrition chronique varie entre 40 pourcent et 50 pourcent indiquant des niveaux de malnutrition anormalement élevés dans le pays depuis des années. La tranche d'âge de 6 à 23 mois est la plus affectée par la malnutrition. La situation de la malnutrition aiguë est très volatile dans le pays et toutes les régions sont affectées.

Selon les résultats de l'enquête « nutrition des enfants de 6 à 59 mois », conduite en octobre et novembre 2010, les régions de Zinder (17,8 pourcent), d'Agadez (17,4 pourcent) de Tillabéry (16,1 pourcent), de Tahoua (16,1 pourcent), et de Maradi (15,3 pourcent) ont enregistré des taux de malnutrition aiguë globale au dessus du seuil d'urgence de 15 pourcent.

Les régions de Maradi (58,8 pourcent), de Zinder (55,7 pourcent), de Tahoua (44,2 pourcent) et de Dosso (40,1 pourcent) ont enregistré des taux de malnutrition chronique global alarmant (supérieur à 40 pourcent). Les taux de malnutrition aigue et chronique des enfants de moins de 5 ans dans les régions du Niger restent structurellement élevés surtout à Maradi et à Zinder, habituellement excédentaires en céréales.

Au passage de la mission, entre fin octobre et début novembre, tous les centres de récupération nutritionnelle étaient encore fonctionnels. D'après les informations fournies par les responsables des formations sanitaires, la fréquentation de ces centres est importante et en constante augmentation. Cette situation est le résultat des importants moyens mis place par l'Etat et les partenaires dont le nombre est allé crescendo en raison de la persistance de la malnutrition.

Les raisons avancées par le personnel des centres de récupération nutritionnelles et les mères elles-mêmes indiquent le rôle du processus de paupérisation des populations et des revenus insuffisants pour assurer une alimentation adéquate et l'accès aux soins médicaux. La faible production, l'endettement des populations et la détérioration des stratégies de résilience aggrave la situation nutritionnelle des enfants qui était déjà très préoccupante. Mais d'autres raisons, liées aux soins et pratiques d'alimentation des nourrissons et leur sevrage, aux conditions d'hygiène, au partage intra-ménage de la nourriture, et au statut socio-économique de la femme, sont également évoquées. Elle est engagée dans les travaux agricoles et ne dispose pas suffisamment de temps pour allaiter, n'a pas pour des raisons sociales un accès suffisant aux produits de la récolte et doit faire face à une surcharge de travail tout en ayant des grossesses rapprochées. D'importants cas de décès dus à une recrudescence du paludisme, du choléra et de l'anémie (carence en fer) ont été enregistrés cette année.

Les taux de couvertures sanitaires restent faibles dans les régions, variant entre 30 pourcent à 63 pourcent. Par ailleurs, le personnel exerçant dans les formations sanitaires est quantitativement et qualitativement insuffisant. Ainsi, l'accès aux soins de santé et la qualité des prestations sanitaires dans les régions restent marqués par une insuffisance d'infrastructures sanitaires de base et un personnel peu ou non qualifié. A titre d'exemple, dans un des départements visités, sur les 112 cases de santé qu'il compte, à peine 15 pourcent ont un personnel ayant reçu une formation sanitaire adéquate.

9.4 Les interventions mises en œuvre

9.4.1 Le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (DNPGCA)

Au début de la crise, en réponse aux informations sur la situation alimentaire que la Cellule de Coordination du Système d'alerte Précoce (CC-SAP) a fourni, le Gouvernement à travers le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (DNPGCA) a élaboré un plan de soutien visant à renforcer les capacités des populations vulnérables à faire face à l'insécurité alimentaire. Ce plan comprend une

estimation des besoins globaux d'intervention sur l'ensemble du territoire national. Le DNP-GCA a coordonné et mis en œuvre ledit plan. Ainsi, les actions suivantes ont été réalisées:

9.4.2 Sur le plan alimentaire

Sur le plan alimentaire, les actions d'atténuation mises en œuvre sont les distributions gratuites ciblées de céréales (DGC), les opérations de vente de céréales à prix modéré (VCPM) et les activités « argent contre travail » (*cash for work*, CfW).

Distributions gratuites ciblées de céréales

Le DNP-GCA et le Programme Alimentaire Mondial (PAM) ont organisé deux tours de distribution gratuite ciblée de céréales avec respectivement de 21 900 tonnes et de 30 000 tonnes, pour deux mois de consommation, pour un total de 1 089 212 bénéficiaires atteints. Un troisième tour a eu lieu en septembre 2010. Neuf (09) départements ont bénéficié de 2 200 tonnes. Parallèlement, 2 528 tonnes ont été distribuées par des ONG tels que : CARE, AREN, Timidria et CODDAE ainsi que le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) dans les régions de Tillabéri, Diffa, Maradi, Zinder, Tahoua et Dosso.

Ventes de céréales à prix modéré

Au total, 60 000 tonnes de vivres ont été placées par le gouvernement en mars 2010 au niveau de centres de vente à travers l'OPVN. Ces céréales ont été vendues par les comités sous régionaux à raison de 13 000 FCFA le sac de 100 kg. La vente s'est faite à la mesure (par tia) aux ménages vulnérables. Les produits des ventes ont été versés à l'OPVN pour que l'Office reconstitue ses stocks.

Des ONG, notamment AREN et TIMIDRIA ont contribué pour leur part aux opérations de VCPM respectivement à hauteur de 1 414 tonnes et 770 tonnes dans les régions de Zinder, Maradi, et Tahoua

Le cash for work

L'Etat et ses partenaires ont initié deux phases de projets de *cash for work* pour 23 000 ménages, d'un montant global de 2 412 589 197 FCFA. La période de mise en œuvre de ces projets s'est située entre avril et juin 2010. Les ménages ciblés sont ceux en insécurité alimentaire sévère et modérée.

Les ONG IRD, Counterpart International, CARE, ACH, Samaritan's Purse, CRS, CONCERN, mettent en œuvre des projets d'argent contre travail pour un montant global de 1,5 milliard de FCFA dans toutes les régions. L'ONG Save the Children a mis en œuvre un vaste programme d'argent contre formation pour un montant de 2,5 milliards de FCFA à Maradi et Zinder. Le PAM a assisté quelque 38,500 bénéficiaires dans la région de Ouallam. La FAO a réalisé un projet d'argent contre travail d'un montant de 421 millions de FCFA.

9.4.3 Sur le plan nutritionnel

Au total, plus de 234 400 enfants atteints de malnutrition aiguë sévère ont été pris en charge dans les centres de santé. Sous son intervention prolongée de secours et d'intervention, mise en place pendant le premier semestre 2010, le PAM a pris en charge 186 932 enfants atteints de malnutrition aiguë modérée et 40 430 femmes enceintes et allaitantes, auxquels s'ajoutent 5 256 personnes accompagnantes dans les centres thérapeutiques qui ont reçu des rations alimentaires. Sous cette même intervention, le PAM a couvert 491 971 enfants âgés de moins de deux ans à travers deux passages. Par la suite, afin de répondre à la détérioration des taux de malnutrition élevés et à l'insécurité alimentaire au pic de la saison de soudure, le PAM a lancé une opération d'urgence à la date du 1^{er} Août. Ainsi, lors du deuxième semestre de 2010, le PAM a mis en place une nouvelle stratégie de « *Blanket Feeding* protégé » à travers laquelle 697 690 enfants âgés de moins de deux ans ont été couverts ainsi que 4 883 830 membres de leurs familles. A cela, s'est ajouté la prise en charge de 167 774 enfants atteints de malnutrition aiguë modérée ainsi que 52 943 femmes enceintes et allaitantes, en plus de rations alimentaires distribuées à 13 223 personnes accompagnantes dans les centres thérapeutiques qui ont reçu des rations alimentaires.

Cependant, la situation nutritionnelle n'est pas totalement maîtrisée. Selon la Direction de la Nutrition du Ministère de la Santé Publique, comme révélé par l'enquête nutritionnelle de mai/juin 2010, quatre régions se distinguent par leur fort taux d'attaque cumulé. Il s'agit de celles de Maradi, Zinder, Diffa et Tahoua avec respectivement 25 033, 18 084, 13 277, et 9759 cas pour 100 000 enfants. Tous les sept districts sanitaires de la région de Maradi demeurent toujours parmi les dix premiers districts du pays en terme de taux d'attaque. L'enquête réalisée en octobre et novembre 2010 confirme également cette vulnérabilité à la

malnutrition (cf. § 9.3) et suggère de poursuivre les efforts déjà entrepris pour prendre en charge les personnes affectées.

9.4.4 Sur le plan non alimentaire

Appui en aliments pour bétail

Pour faire face au déficit fourrager, l'Etat et ses partenaires ont mis en place environ 18 000 tonnes d'aliments bétail. Par ailleurs, 7 000 tonnes d'aliments pour bétail ont été vendues ou distribuées par les ONG comme VSF, Karkara, CARE, AREN, Timidria, SP, Africare, IRD) dans 7 régions dont environ 3 023 tonnes proviennent de l'assistance de la FAO aux ONG. Cette agence des Nations Unies, a organisé la vente à prix modéré d'environ 9588 tonnes d'aliments pour bétail à travers les comités sous régionaux de prévention et de gestion des crises alimentaires.

Déstockage des animaux

En matière de déstockage des animaux, environ 6 402 bovins et 30 917 petits ruminants ont été déstockés par différents partenaires. Les animaux déstockés ont été, dans la majeure partie, abattus et leur viande séchée sur place et acheminée vers les centres de santé et/ou distribuée aux personnes en insécurité alimentaire des zones concernées.

Appui en semences

L'Etat et ses partenaires ont acheté et placé 5 113 tonnes de semences dans les zones vulnérables sur un besoin de 6 500 tonnes.

10. PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

La bonne récolte engrangée aussi bien au Niger que dans la sous-région devrait assurer une bonne disponibilité alimentaire dans le pays en 2010/11. Le problème qui se posera à une bonne partie de la population est celui de l'accès aux denrées disponibles. En effet, malgré la bonne production, il subsiste des poches de vulnérabilité tant structurelle que conjoncturelle. C'est le cas par exemple du département de Magaria (région de Zinder) qui a été victime d'une forte infestation de cicadelles (*Poophylus corticalis*) sur le mil notamment dans les communes de Bandé, Dungass, Dan Tchao, Magaria et Mallawade. Aussi, dans le domaine pastoral, des zones déficitaires existent notamment dans les départements de Tchintabaraden, Filingué, Tillabéri, Ouallam, Abalak, Téra et Mainé Soroa. L'évaluation entreprise par le Système d'alerte précoce (SAP) identifiera avec précision les zones vulnérables qui doivent l'objet d'attention particulière.

En outre, la crise alimentaire de 2009/10 a eu un impact grave sur les différents groupes pastoraux, agro-pastoraux et des zones agricoles. Au sein de ces groupes, la crise s'est traduite à des degrés divers par une chute des revenus, une perte importante d'animaux et d'autres biens, un niveau très élevé d'endettement des ménages, la mise en œuvre de mécanismes de détresse irréversibles et une détérioration de la situation nutritionnelle. L'endettement des producteurs et le remboursement des dettes en nature fait qu'une bonne partie des récoltes est déjà remise aux commerçants. En avril, 49,9 pourcent des ménages étaient affectés par l'endettement. Les investigations effectuées par la mission conjointe lors des visites de terrain en octobre/novembre ont fait ressortir qu'environ 30 pourcent à 50 pourcent des ménages étaient endettés, ce qui les oblige à vendre tout ou une partie de leurs productions agricoles pour rembourser leurs dettes.

Pour affronter la nouvelle campagne 2010/11, les ménages affectés ne pourront avoir recours qu'à des moyens de subsistance réduits et des mécanismes de résilience dégradés. Ils ne pourront faire face à d'autres choc que difficilement, en ayant recours de nouveau à la décapitalisation par la vente des actifs productifs et des animaux (pour ceux qui en possèdent encore) ou encore à l'endettement excessif et la migration. Ils devront indéniablement réduire leur consommation alimentaire avec les conséquences graves que l'on connaît déjà sur la détérioration des taux de malnutrition aiguë qui ont déjà atteint les niveaux très critiques et qui requièrent un renforcement des interventions d'urgence.

Bien que la campagne agricole 2010/11 ait été bonne en général, à l'exception des zones à déficit chronique ou des poches ayant été affecté par un déficit pluviométrique, des inondations ou des attaques acridiennes localisées, une assistance alimentaire et non alimentaire reste nécessaire afin de reconstituer la capacité de résilience des populations affectées pour leur permettre d'assurer de façon autonome leur accès à l'alimentation. Cette assistance doit intervenir dès que possible afin d'éviter les facteurs négatifs pouvant encore davantage affaiblir leurs moyens de subsistance après que leurs stocks alimentaires propres ont été

épuisés. Les interventions devraient mettre l'accent sur les facteurs contribuant à améliorer la commercialisation des produits agricoles et l'accès des populations aux disponibilités alimentaires. Il convient en effet de réduire la dépendance des ménages aux sources de revenus et alimentaires précaires que sont les dons et les transferts d'argent, les emprunts, la consommation d'aliments provenant de la cueillette et de la chasse, et le déstockage. Sur la base de ce qui précède la mission recommande de mettre l'accent sur:

- Le soutien à protection et à l'amélioration de la qualité des aires de pâturage à travers :
 - la mise en place des pare-feux afin de protéger le disponible fourrager de cette année,
 - la destruction du *Sida cordifolia*
 - l'ensemencement de graminées de haute valeur fourragère dans les enclaves pastorales colonisées par ce fléau vert.Ces activités peuvent être menées dans le cadre d'opérations à haute intensité de main d'œuvre (HIMO).
- Le soutien à la commercialisation des produits agricoles à travers:
 - la reconstitution des banques céréalières,
 - la reconstitution du stock national de sécurité,
 - des achats humanitaires si possible.
- Le renforcement du pouvoir d'achat des ménages vulnérables et leur accès à un disponible céréalier national considérable à travers:
 - la reconstitution du cheptel des ménages ayant perdu tout ou la majorité de leur bétail ;
 - des opérations de distributions d'intrants zootechniques afin de soutenir les éleveurs les plus vulnérables ;
 - un appui aux activités agricoles de contre-saison ;
 - un approvisionnement en semences améliorées pour l'hivernage de 2011 ;
 - développement du warrantage pour faciliter la micro-finance et les activités génératrices de revenu ;
 - Une assistance ciblée sous forme de vivres contre travail (*Food for work*) dans les zones enclavées où des problèmes d'approvisionnement en céréales peuvent se poser et de *cash transfert*.
- Continuation de l'appui à la récupération nutritionnelle des enfants malnutris et à l'assistance aux femmes enceintes. Les opérations de *blanket feeding* avec ration de protection sont également recommandées dans les zones vulnérables ;
- Poursuite du suivi des marchés céréaliers et à bétail, renforcement du système de suivi des moyens de subsistance des ménages, du système de surveillance nutritionnelle, du système de suivi des feux de brousse et plus grande dissémination des résultats.

Les interventions devront mettre l'accent sur les zones qui seraient identifiées extrêmement ou moyennement vulnérables par l'évaluation du Système d'alerte précoce en cours.

ANNEXE 1

SYNTHESE DES OBSERVATIONS DE TERRAIN DANS QUELQUES REGIONS

1. Région de Diffa

La campagne agro pastorale 2009 a été caractérisée par un arrêt précoce des pluies qui n'a pas permis aux cultures et aux herbacées de boucler leur cycle. Cette situation a entraîné un double déficit au plan céréalier (4 888 tonnes) et fourrager (2 276 519 tonnes de matière sèche). Les aides reçues par les populations ont permis de résorber 62 pourcent du déficit enregistré au sortir de la campagne 2009. Cependant, les aliments bétail reçus sont loin de couvrir les besoins globaux pour la région de Diffa, nonobstant le retard enregistré dans leur mise en place.

La campagne agro pastorale 2010 quant à elle, est caractérisée par une installation normale de la saison des pluies, une pluviométrie abondante avec une bonne répartition dans l'espace et dans le temps et une infestation localisée des ennemis de cultures avec faible impact. Les cultures et les herbacées ont connu un développement normal ; cependant, on note par endroits une réduction des superficies emblavées par rapport à la campagne précédente suite à la rareté de la main d'œuvre (homogénéité dans l'installation de la campagne, préoccupation de certains à sauver le reliquat du cheptel), l'arrivée précoce de la Komadougou (privilégiant l'option culture irriguée au détriment des cultures pluviales) et aux infestations en début de campagne (cas du département de Diffa).

Les marchés locaux enregistrent une baisse des prix des céréales malgré un approvisionnement par des produits en provenance du Nigeria au vu des bonnes perspectives de productions de part et d'autre de la frontière. Aussi, une baisse des présentations d'animaux a-t-elle été observée sur les différents marchés et une hausse des prix consécutifs aux mortalités enregistrées ; cette situation améliore les termes de l'échange.

Du fait de l'abondance de la pluviométrie, des cas d'inondations ont été notés dans les communes de Gueskerou et de N'gourti respectivement dans les départements de Diffa et de N'Guigmi. La cellule crises alimentaires et la Croix-Rouge nigérienne ont apporté 24 tonnes de céréales, 4 tonnes de farine, 8 tonnes de sucre, 4 rouleaux de vêtements, 500 moustiquaires et 250 couvertures.

En dépit de ces quelques aléas, la campagne agropastorale dans la région de Diffa, est jugée globalement bonne à exceptionnelle ; cependant des dispositions urgentes sont à prendre pour palier aux éventuels feux de brousse et achever les chantiers de fonçage et de réhabilitation des points d'eau pastoraux afin de rendre accessibles certaines zones de hautes productions fourragères.

2. Région de Zinder

La campagne agricole d'hivernage 2010/11 a démarré avec une légère avance par rapport à celle de l'année 2009. En effet, les premiers semis ont débuté au cours de la 3^{ème} décennie du mois d'avril alors que l'année précédente c'est au cours de la 1^{ère} décennie du mois de mai que les semis ont démarré. La plus grande partie de ces semis a été réalisée entre la 1^{ère} décennie et la 3^{ème} décennie de juin où 2 211 villages (soit 75 pour cent) ont semé.

Cette campagne a connu une période de sécheresse allant de 15 à 40 jours qui a occasionné l'avortement des semis dans plusieurs localités de la région. Aussi, des cas d'inondations ayant abouti à la destruction des cultures ont été enregistrés. Les attaques de la cicadelle ont été importantes dans les communes de Bandé, Dungass, Dan-Tchiao, Mallawa et Magaria. Au total, 3500 ha ont été traités contre les cicadelles du sorgho. Dans l'ensemble les perspectives des récoltes sont bonnes pour les céréales et le sésame, bonnes à moyennes pour le niébé, moyennes pour l'arachide.

Jusqu'à la fin de septembre, l'approvisionnement des marchés a été correct. Mais au courant de mois d'octobre on note une baisse des quantités de mil et sorgho sur certains marchés notamment de Magaria avec pour conséquence une légère augmentation des prix. Cette situation s'explique par la rareté de la production. Certains producteurs affirment que la campagne passée est nettement supérieure à celle de 2010 par le fait que l'année dernière une botte de mil produit 36 kg de mil contre seulement 9 kg cette année.(attaques de la cicadelle)

Les fortes pluies de la deuxième décennie du mois de Juillet 2010 qui ont occasionné d'importantes mortalités sur les animaux déjà affaiblis par une longue période de sécheresse notamment dans les communes de

Kellé, Gamou et Tesker. Les espèces affectées étaient particulièrement les bovins et les petits ruminants. Cependant, il a été observé que les éleveurs qui se sont repliés très tôt vers la zone Sud et voire le Nigeria ont pu sauver une partie ou la totalité de leurs animaux en dehors des prélèvements habituels (mortalité naturel, vente ou don).

Contrairement à la campagne pastorale 2009/10, celle de 2010/11 est qualifiée de bonne voire globalement satisfaisante. Les éleveurs ont retrouvé leurs terroirs et repris leurs habitudes, l'état d'embonpoint du cheptel s'est nettement amélioré mais cela nécessite un accompagnement à la sortie de la crise lié aux questions de réhabilitation et de construction post crise.

Les présentations et ventes sont relativement élevées en 2010 certainement pour faire face à la crise afin de soutenir une partie du cheptel et le ménage mais. Les prix n'ont pas connu une dégradation en 2010 et sont légèrement supérieurs à ceux de 2009 sauf pour les taurillons qui n'ont pas atteint le niveau de ceux de 2009. Au marché de Boultom, le prix moyen (juillet à septembre) du bélier en 2009 était de 34 266 Fcfa contre 44 667 Fcfa en 2010. A la même période, celui du bouc était de 17 083 Fcfa contre 19 416 Fcfa sur ce marché.

Sur le plan pastoral, la campagne est bonne dans l'ensemble au niveau des enclaves qui constituent l'essentiel des zones de parcours. On note cependant une colonisation de ces zones de pâturage par des plantes peu ou pas appréciées notamment le *Sida cordifolia* et le *Caccia occidentalis*. La région de Zinder est aussi une zone d'accueil par excellence des animaux en partance ou de retour de la transhumance. Les aires de parcours sont non seulement surpâturées mais aussi soumises aux pressions des agriculteurs.

3. Région de Tahoua

La campagne agropastorale 2010/2011 a démarré dans un contexte difficile marqué par un nombre élevé de villages déficitaires (903) et un taux de vulnérabilité alimentaire des plus élevés dans le pays (33,9 pour cent). En plus des appuis alimentaires, la région a reçu de l'Etat et des partenaires des intrants agricoles composés de semences (965 tonnes), des engrais (224 tonnes), des pesticides (10 160 litres).

Les premières pluies sont arrivées dans la 3^{ème} décennie agropastorale 2010/11 dans la région de Tahoua ont été marquées par une situation alimentaire difficile avec 903 villages déficitaires à plus de 50 pour cent sur les 1 548 villages agricoles du mois d'avril. Elles ont été plus précoces par rapport à 2009/10 et par rapport à la normale. Les opérations de semis et re-semis se sont étalées jusqu'à la dernière décennie du mois de juillet 2010 notamment dans les départements de Tchintabaraden (commune rurale de Télémcès), Tahoua (CR de Takanamatt) et Bouza (CU de Bouza et CR de Karofane). 68 pour cent des semis ont été effectués en juin

Les pluies ont été abondantes et régulières à partir du mois de juillet et se sont poursuivies jusqu'à la fin septembre. Les départements de Bouza et de Tahoua ont été marqués par des séquences sèches de plus 10 jours et des vents de sable ayant occasionné des pertes de semis. Environ 2 000 ha de sorgho ont été infestés par les cicadelles dans le département de Madaoua. Les perspectives de récoltes de cette année sont bien meilleures que celles de l'année dernière. Toutefois, 156 villages dont 75 dans le Département de Tahoua et 81 dans celui de Bouza ont été identifiés comme étant déficitaires contre 116 et 121 en 2009/2010 respectivement.

A l'exception de la Commune rurale (CR) de Tillia (Tchintabaraden), le fourrage herbacé est abondant et de meilleure qualité de par sa composition floristique avec une forte proportion de graminées. La situation sanitaire est calme avec toutefois des foyers isolés de clavelée au niveau des petits ruminants. D'importants cas de mortalité de caprins ont été enregistrés suite à des fortes précipitations et/ou à la transition de passage du fourrage sec au fourrage vert. Il a été fait mention de huit (8) cas de feux de brousse ayant consumés 6 000 ha dans le département d'Abalak.

Actuellement, le marché est approvisionné par les produits venant de la commune de Tebarâm. Cependant, on observe une hausse des prix des céréales de base (mil, sorgho) qui dépassent ceux de l'année passée. A Takanamatt, la tía de mil se vend à 400fcfa contre 350 Fcfa l'année dernière à la même période et 700 Fcfa en septembre de cette année. Les commerçants prévoient une rupture de stock surtout dans la commune de Takanamatt dans les 3 prochains mois. Les flux transfrontaliers ne sont pas encore observés. La situation alimentaire s'est nettement améliorée sauf dans les zones déficitaires des communes rurales de Takanamatt, Bambaye et Tébarâm (département de Tahoua) où elle est déjà critique

4. Région de Maradi

La campagne agropastorale a démarré de manière plus précoce que d'habitude dans la première décade mai. Les semis se sont étalés jusqu'à la fin juillet. A partir de juillet, les pluies ont été abondantes et régulières sur l'ensemble de la région (96 pour cent des postes sont excédentaires à plus de 50 mm). La grêle a endommagé par endroit des parcelles de culture dans le département d'Aguié (Commune de gazaoua). Les départements de Dakoro et de Aguié ont connu des séquences sèches de plus 10 jours et des vents de sable ayant occasionné des pertes de semis.

La situation phytosanitaire est calme dans l'ensemble. Cependant, de fortes attaques de chenille mineuse ont été signalées à Guidan Roumdgi (CR de Sae Savoua) avec des pertes supérieures à plus de 50 pour cent. Les perspectives de récoltes ont meilleures que celles de l'année dernière pour le mil, le niébé et le sésame. Toutefois, certaines localités affectées par le lessivage des sols, les vents de sable et les attaques sur cultures sont à risque. Au total, 629 villages sont dans cette situation soit 497 953 habitants soit 17 pour cent de la population la région à cause du lessivage des sols et des vents de sable et ennemis des cultures.

La période de soudure a été difficile pour le cheptel à cause du manque d'aliments pour bétail. Les premières pluies ont causé une forte mortalité (environ 15 000 têtes) chez les ovins et caprins. L'état et les partenaires ont mis en place 4 500 T d'aliments pour bétail. Les opérations de déstockage ont permis de redresser le prix des bovins de 3 à 5000 Fcfa à 40 000 à 50 00 Fcfa. Les pâturages sont abondants et de bonne qualité dans le nord sauf dans la vallée de la Tarka à cause du surpâturage. Les enclaves pastorales sont envahies par le *Sida cordifolia*. L'état sanitaire des animaux est bon à l'exception de quelques foyers de clavelée, pasteurellose et peste des petits ruminants, piroplasmose sur bovin. Au 1^{er} novembre, les 9 cas de feux de brousse déclarés ont consommé 27 964 ha de pâturages dans la région de Maradi.

Actuellement les prix des céréales sont en baisse par rapport à l'année passée. La tía se vend à 300 voir 325 Fcfa. Le sorgho est rare sur les marchés à cause de la mauvaise production. Le mil et les tubercules arrivent des pays limitrophes notamment le Nigeria et le Bénin alors que le niébé, le sésame et le souchet sont exportés. Les animaux présentés sur le marché actuellement sont surtout les petits ruminants (ovins) et les gros ruminants (Bovins) avec prédominance des mâles. Les prix des ovins ont commencé à augmenter avec l'approche des fêtes de Tabaski et de fin d'année. La demande de moutons augmente avec les exportations vers le Nigeria.

Sur le plan alimentaire et nutritionnel, on note une bonne disponibilité des céréales. En revanche le cas de malnutrition (193 000 cas en 2010 contre 89 750 en 2009) sont en hausse en partie à cause de l'augmentation des dépistages (effet *blanket feeding*), de la fréquentation et de l'admission des cas de malnutrition des ressortissants nigériens (40 pour cent des effectifs). Par ailleurs, on note la recrudescence du paludisme (plus de 700 000 cas contre 400 000 cas en 2009) et des gastro-entérites.